

Mobilité, le jour est proche où Kinshasa sera à l'arrêt

Lire en pages 9 à 11.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1632 | JEUDI 20 MARS 2025 | 20 PAGES €7 \$8

Ce fut une guerre de trop



Le Qatar a réussi un coup de maître là où l'Angola a échoué en parvenant à mettre à Doha face à face les présidents Tshisekedi et Kagame. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Ce fut une guerre rwandaise de trop



Le ministère qatari a publié mardi 18 mars 2025 dans la soirée une photo sur le réseau social X montrant les présidents Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et rwandais Paul Kagame assis dans des fauteuils placés face à face, le regard tourné vers l'émir qui affichait un large sourire. DR.

Si Paul Kagame a placé le président angolais João Lourenço comme la ligne rouge qu'il ne voulait pas franchir quand son homologue congolais Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo se rendait à Luanda, à la rencontre du médiateur angolais désigné par l'Union africaine, UA, autant de fois qu'il était possible, l'entrée en scène du Qatar avec son Émir Tamim Ben Hamad Al Thani qui a organisé une rencontre, mardi 18 mars à Doha, dans le plus grand secret, entre les présidents congolais et rwandais change la donne.

Les deux Chefs d'État congolais et rwandais, les yeux dans les yeux, « ont réaf-

firmé l'engagement de toutes les parties en faveur d'un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel », selon un communiqué du ministère des affaires étrangères qatari.

COUP DE THÉÂTRE.

Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et Paul Kagame se sont rencontrés à Doha, au Qatar, devant l'Émir Tamim Ben Hamad Al Thani et ont discuté d'un possible cessez-le-feu pour tenter de mettre fin au conflit dans les Kivu. La rencontre a commencé à 16 heures à Doha (13h TU). Selon des sources, elle a duré environ 45 minutes, dans un climat jugé « cordial », en grande partie grâce à l'implication de l'Émir qui avait déjà essayé, en janvier 2023, d'organiser une rencontre - annulée au dernier moment - entre les deux présidents.

Cette rencontre reste cependant surprise qui a eu lieu alors que des pourparlers entre Kinshasa et les rebelles du M23 soutenus par l'armée rwandaise RDF, Rwanda Defence Force, qui devaient se tenir le même jour en Angola, n'ont pas eu lieu. Médiateur de l'Union Africaine dans cette crise, le président angolais Joao Lourenço avait invité le Gouvernement congolais et le M23 à « entamer des négociations directes de paix » mardi 18 mars à Luanda. Ces pourparlers devaient être les premiers entre Kinshasa et le M23 depuis la résurgence du groupe armé, à la fin de 2021. Mais dans la soirée, le ministère des Affaires étrangères angolais a déclaré dans un communiqué que les négociations prévues n'avaient finalement pas eu lieu « en rai-

son d'événements de force majeure ». Peu après, le ministère des Affaires étrangères qatari annonçait qu'une rencontre entre les chefs d'État congolais et rwandais s'était tenue dans la journée à Doha, sous la médiation de l'émir Tamim Ben Hamad Al Thani. « Les chefs d'État ont réaffirmé l'engagement de toutes les parties en faveur d'un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel », a déclaré le ministère qatari dans un communiqué qui ne fait nulle mention du M23. Les chefs d'État ont également « convenu de la nécessité de poursuivre les discussions entamées à Doha afin d'établir des bases solides pour une paix durable ». Le ministère qatari des Affaires étrangères a publié une photo sur le réseau social X (ex-Twitter) montrant les

présidents congolais Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et rwandais Paul Kagame assis dans des fauteuils placés face à face, le regard tourné vers l'émir affichant un large sourire. Selon une source proche de la présidence congolaise, cette rencontre a été tenue « secrète » jusqu'à la montée du président congolais dans un avion de retour pour Kinshasa. « Un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel vient d'être décidé entre la RDC et le Rwanda », a annoncé sur X, mardi tard dans la soirée, Tina Salama, la porte-parole du président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. « Les modalités de l'exécution de ce qui a été convenu seront précisées dans les jours qui viennent », a nuancé la cellule de communication de la présidence dans un

communiqué. Dans la nuit, la présidence rwandaise a affirmé que les deux dirigeants avaient discuté « du besoin urgent d'un dialogue politique direct » pour répondre aux « causes profondes du conflit ». « Le président Kagame a fait part de sa conviction que si toutes les parties travaillent ensemble, les choses peuvent avancer plus vite », a ajouté la présidence rwandaise sur le réseau X.

RÔLE-CLÉ DE KARIM WADE.

L'annonce de cette rencontre entre deux présidents qui nourrissent ouvertement une animosité réciproque est vécue dans le monde comme un coup de théâtre, alors que les regards étaient tournés vers les tentatives, toutefois compromises, de Luanda pour résoudre la crise.

Le Congo, qui a

jusqu'ici rejeté toute discussion avec le M23, considéré par les autorités congolaises comme un « groupe terroriste », ne s'était pas engagé à mener des négociations directes avec le groupe armé M23. Jusqu'ici toutes les tentatives diplomatiques pour mettre fin au conflit au Congo ont échoué. À la mi-décembre, les présidents Tshisekedi et Kagame devaient se rencontrer à Luanda en vue d'un accord. Mais les deux parties n'ont jamais réussi à s'accorder sur les termes, aboutissant à l'annulation du sommet à la dernière minute. Selon des médias sénégalais, c'est Karim Meissa Wade, fils de l'ancien président sénégalais Abdoulaye Wade, qui fut nommé en 2009 ministre d'État, de la Coopération et des Transports, actuellement

(suite en page 3).

Le Rwanda de plus en plus isolé sur la scène internationale

(suite de la page 2).

conseiller spécial et envoyé de l'Émir du Qatar, qui a joué un «rôle clé» dans l'organisation de cette rencontre historique entre Tshisekedi et Kagame. «Dans un contexte marqué par des tensions persistantes entre la République Démocratique du Congo et le Rwanda, une lueur d'espoir s'est dessinée grâce à une médiation discrète mais stratégique. Karim Wade, conseiller spécial et envoyé de l'Émir du Qatar, s'est révélé être un acteur clé dans l'organisation d'une rencontre historique entre le président congolais Félix Tshisekedi et son homologue rwandais Paul Kagame. Ce mardi, sous l'égide du Qatar, les deux chefs d'État se sont retrouvés pour discuter des solutions durables à la crise sécuritaire qui ravage l'Est de la RDC, une région minée par des conflits armés et des tensions transfrontalières. Selon des sources diplomatiques relayées par Reuters, Karim Wade a joué un rôle central dans la facilitation de cette réunion, illustrant une fois de plus son influence dans la diplomatie régionale», écrit notamment Assirou.net.

«Depuis plusieurs années, les relations entre Kinshasa et Kigali sont marquées par des accusations mutuelles et des différends géopolitiques profonds, notamment autour du soutien présumé du Rwanda aux groupes armés opérant à l'est de la RDC. Face à cette escalade, l'intervention de médiateurs neutres s'est imposée comme une nécessité. Grâce à son réseau diplomatique et à la confiance dont il bénéficie au sein des sphères de pouvoir, Karim Wade a su convaincre les deux parties de se retrouver autour d'une même table. Son approche, mêlant discrétion et efficacité, a permis de créer un climat propice au dialogue, poursuit le site sénégalais. « Il fallait un facilitateur qui comprenne

les enjeux régionaux et qui bénéficie d'une neutralité reconnue par les deux pays. Karim Wade a su jouer ce rôle avec brio », confie une source diplomatique proche du dossier cité par Assirou.net.

RWANDA, COUP DUR.

«L'implication du Qatar dans cette médiation n'est pas un hasard. Depuis plusieurs années, Doha s'affirme comme un acteur incontournable dans la résolution des conflits internationaux. En confiant cette mission délicate à Karim Wade, l'Émir du Qatar a renforcé son rôle de médiateur de confiance sur la scène africaine. Cette rencontre entre Félix Tshisekedi et Paul Kagame ne garantit pas encore une paix définitive, mais elle marque une avancée significative vers un dialogue plus constructif. Les discussions se poursuivront dans les semaines à venir, avec de nouveaux rounds de négociations envisagés. Si Karim Wade était jusqu'ici perçu principalement à travers son parcours politique au Sénégal, son influence dépasse désormais largement les frontières de son pays. Ce nouveau succès diplomatique confirme son ascension en tant qu'acteur clé des négociations de paix en Afrique. Alors que la communauté internationale suit de près l'évolution de la situation entre la RDC et le Rwanda, une chose est certaine : la médiation de Karim Wade a marqué un tournant décisif dans les efforts de rapprochement entre ces deux nations longtemps opposées», conclut Assirou.net. Cela dit, la rencontre de Doha n'a rien d'un hasard. Elle n'a pas été décidée en urgence ces derniers jours. Doha avait déjà amorcé des contacts de part et d'autre depuis plusieurs mois. Les discussions ont été maintenues, aussi bien avec Kigali qu'avec Kinshasa. En janvier dernier, l'Émir du Qatar avait évoqué l'idée directement avec Félix Tshisekedi. Un mois plus tard, il en

discutait également avec Paul Kagame en tête-à-tête, selon une source diplomatique. C'est une première depuis le sommet de l'Union Africaine, en février 2024. Mais l'ambiance lors de cet entretien qui s'est déroulé à Doha semble avoir été assez différente, selon le communiqué. On se souvient en effet que le climat de leur précédente rencontre avait été particulièrement glaciale. « C'était une véritable confrontation caractérisée par des échanges houleux », rappelle de son côté un diplomate présent ce jour-là à Addis Abeba.

Il faut rappeler que le Qatar est un pays qui entretient de bonnes relations avec Kinshasa et Kigali. Avec Kigali, elles sont notamment excellentes, comme en a encore témoigné le silence de l'Émirat après les critiques de Kinshasa contre le partanariat entre le Paris-Saint-Germain, propriété du Qatar, et Visit Rwanda. Kigali et Doha ont depuis plusieurs années tissé des liens économiques qui doivent par exemple aboutir à la prise de participation par Qatar Airways de 60% du futur aéroport de Bugesera, toujours attendu en 2028, et qui deviendrait son véritable hub passager et frêt en Afrique Orientale, et de 49% de la compagnie nationale Rwandair. Fin janvier, Paul Kagame évoquait «de très bons progrès» sur le sujet et une «conclusion prochaine» de négociations entamées fin 2019. Dans le même temps, alors que depuis plusieurs mois Kigali est sous pression internationale en raison de son soutien au M23, le Qatar a apporté en février 5 millions de \$US à la lutte contre la pauvreté dans le pays. Il faut souligner que le Qatar avait joué un rôle de facilitateur dans la grâce et la libération de l'opposant Paul Rusesabagina, qui avait pu quitter les géoles rwandaises pour retrouver sa famille aux États-Unis via Doha. Le Qatar entretient également de bonnes relations avec Kinshasa. Le président

congolais s'est rendu à plusieurs reprises au Qatar, la dernière fois, début janvier. Kinshasa a même établi une ambassade à Doha. Les deux pays ont signé un accord de coopération en 2021 prévoyant le développement ou la modernisation de plusieurs ports et aéroports congolais, des projets dont la concrétisation est toujours en cours. La rencontre inattendue entre Paul Kagame et Félix Tshisekedi a suscité des réactions positives au sein de la communauté internationale, qui surveille de près l'évolution de la situation au Congo. Plusieurs acteurs, y compris des organisations non gouvernementales et des pays voisins, ont salué cette initiative comme un pas vers la réconciliation et la stabilité.

Elle est un succès diplomatique pour le Président congolais Tshisekedi qui avait toujours réclamé une rencontre directe entre Kinshasa et Kigali, le président congolais qualifiant sans cesse le M23 de « pantin » au service du Rwanda. L'accord sur « un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel » conclu à Doha confirme l'acteur principal de cette guerre, le Rwanda. « Le président a été fidèle à sa position, confie une source à la présidence congolaise, à savoir, négocier directement avec celui qu'il considère comme le vrai chef du M23, Paul Kagame. Finalement, ce qui arrive est conforme à ce qu'il a toujours dit ». Avant la rencontre de Doha qui montre que les sanctions et les pressions de l'Occident commencent à peser sur Paul Kagame alors que les pressions du Rwanda sur le Congo ont fini par conduire Kinshasa à envisager l'idée de négocier avec les RDF/M23/AFC qu'il rejetait jusqu'ici, le M23, qui déclare défendre les intérêts dans les Kivu des populations tutsies d'origine rwandaise, avait déclaré qu'une délégation serait présente à Luanda pour « prendre part au dialogue direct à la demande des auto-

rités angolaises ». Mais lundi soir 17 mars, le mouvement a fait volte-face en annonçant qu'il ne participerait pas, estimant que « les sanctions successives imposées à (ses) membres, y compris celles adoptées à la veille des discussions de Luanda, compromettent gravement le dialogue direct ». L'Union Européenne, UE, a pris lundi 17 mars une nouvelle série de sanctions contre les acteurs du conflit, visant plusieurs dirigeants du M23, dont son chef politique, Bertrand Bisimwa, déjà sous sanctions des Nations Unies mais aussi Jean Bahati Musanga, gouverneur du Nord-Kivu nommé par les rebelles du M23, Désiré Rukomerera, responsable du recrutement et de la propagande du M23 et Jean-Bosco Nzabonimpa, chef adjoint des finances du groupe.

Les sanctions de l'Union Européenne visent aussi des officiers de haut rang de l'armée rwandaise dont Ruki Karusisi, commandant des forces spéciales rwandaises déployées au Congo, Eugène Nkubiti et Pascal Muhizi. Elles ciblent également Francis Kamanzi, Directeur Général de la RMB, l'Office Rwandais des Mines, du Pétrole et du Gaz, pour son rôle dans le trafic illicite de minerais congolais. En outre, la Gasabo Gold Refinery, une entreprise spécialisée dans le raffinage de d'or est sanctionnée, soupçonnée de raffiner et d'exporter de l'or extrait des zones du Nord-Kivu contrôlées par les rebelles du M23. Ces mesures imposent une interdiction de voyage dans l'Union Européenne ainsi qu'un gel des avoirs de ces personnalités et entités dans l'espace Schengen. Avant l'annonce de ces sanctions, l'Union Européenne avait déjà suspendu ses consultations en matière de défense avec le Rwanda. Le soutien incontestable désormais du Rwanda au M23 a conduit à une série de sanctions internationales, notamment des États-unis qui ont frappé le mi-

nistre d'État chargé de la Coopération régionale James Kabarebe, un officier militaire à la retraite, d'Allemagne, du Royaume-Uni, du Canada, de la Belgique. Les sanctions européennes qui pourraient faire perdre 817 millions \$US au Rwanda, selon le Député national congolais Godé Mpoyi, professeur d'Économie, ancien président de l'Assemblée provinciale de Kinshasa sur un budget 2025 chiffré à 4 milliards \$US en raison de 2,4 milliards (environ 60%) à titre de recettes intérieures.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté le 21 février dernier, une résolution condamnant directement le Rwanda pour son appui militaire au M23. Cette résolution demande le retrait immédiat des troupes rwandaises du Congo et exige que le M23 abandonne les territoires conquis, notamment les villes de Goma et de Bukavu. L'Est du Congo, région riche en ressources et frontalière du Rwanda, est ravagé depuis trente ans par des violences impliquant une myriade de groupes armés ainsi que certains pays voisins défendant leurs propres intérêts, notamment économiques. Les dernières violences ont fait plusieurs milliers de morts et forcé des centaines de milliers de personnes à quitter leur foyer, selon l'ONU et le gouvernement congolais. Le Rwanda a annoncé lundi 17 mars la rupture de ses relations diplomatiques avec la Belgique, accusant l'ex-puissance coloniale d'avoir «pris parti» pour Kinshasa «bien avant et pendant le conflit en cours en République Démocratique du Congo». «Le gouvernement du Rwanda a notifié aujourd'hui le gouvernement de Belgique de sa décision de rompre les relations diplomatiques, avec effet immédiat», a déclaré le ministère des Affaires étrangères rwandais dans un communiqué. Une décision liée selon Kigali aux «tentatives pitoyables de Bruxelles de «main-

tenir ses illusions néocoloniales». La Belgique a regretté de son côté une décision «disproportionnée», qui selon son chef de la diplomatie Maxime Prévot, «illustre que lorsque nous sommes en désaccord avec le Rwanda, il préfère ne pas dialoguer». La Belgique, ancienne puissance coloniale à la fois de l'ex-Zaïre et du Rwanda, a été l'un des pays les plus critiques de Kigali depuis que la rébellion du M23, soutenue par Kigali, a lancé en décembre une offensive dans les Kivus. Bruxelles avait notamment demandé fin janvier à l'Union Européenne d'envisager des sanctions contre le Rwanda, accusé de violer la souveraineté du Congo, ce qui s'est produit lundi 17 mars. Avant cela, la Belgique n'avait pas soutenu la nouvelle aide de 20 millions d'euros octroyée en novembre. Elle s'était abstenue lors d'un vote au Conseil de l'UE. Le Rwanda avait annoncé en février la suspension des programmes d'aide au développement belges dans le pays. «Aujourd'hui, la Belgique a clairement pris parti dans un conflit régional et continue à se mobiliser systématiquement contre le Rwanda dans différents forums, utilisant mensonges et manipulations pour créer une opinion hostile injustifiée à l'égard du Rwanda, dans le but de déstabiliser le pays et la région», a accusé Kigali. «La décision d'aujourd'hui reflète l'engagement du Rwanda à protéger ses intérêts nationaux et la dignité des Rwandais, ainsi qu'à défendre les principes de souveraineté, de paix et de respect mutuel», ajoute le communiqué. Tous les diplomates belges présents au Rwanda sont tenus de quitter le pays dans un délai de 48 heures, a indiqué Kigali. La Belgique a riposté en fermant l'ambassade de Kigali donnant ordre à ses diplomates de quitter le territoire belge. Nul doute ce fut une guerre de trop. **avec AGENCES ■**

La Sénatrice Vicky Katumwa et deux de ses collègues mobilisent la France

Cela se passe en plein le mois de mars, le mois consacré à la femme avec sa date du 8 mars célébrée dans nombre de pays dans le monde depuis son officialisation en 1977 par les Nations Unies qui en a fait la Journée internationale des femmes, incitant tous les pays du monde à fêter les droits des femmes. C'est à cette période si opportune pour la femme particulièrement célébrée à travers le monde que trois sénatrices congolaises décident de se rendre en France, à Paris, pour ouvrir des portes, parler, mobiliser la société civile française mais aussi les autorités de l'Hexagone, des parlementaires, des membres du Gouvernement, sur la guerre d'agression que mène le Rwanda, pays voisin du Congo, contre le Congo.

Les trois parlementaires, Vicky Katumwa Mukalay élue de la province du Tanganyika, l'une des provinces du Grand Katanga, Arlette Bahati Tito élue de la ville-province de Kinshasa, originaire du Sud-Kivu en guerre, Madeleine Nikomba Sabangu, élue de la Tshopo, déjà sénatrice de la Tshopo, dans la Grande Orientale du 15 mars 2019 au 6 août 2022, gouverneure de la province du 22 août 2022 à avril 2024. Trois femmes «de premier plan» accompagnées à leurs rendez-vous à Paris, par deux dames, Louisa Mezreb, experte en innovation sociale, Directrice Générale du groupe Facem, Nadia Bey, journaliste et grand reporter de la Radio Orient, animatrice des émissions Voies de Femmes et Sans Transition, propriétaire d'une chaîne



La sénatrice Vicky Katumwa Mukalay élue de la province du Tanganyika, l'une des provinces du Grand Katanga, vient d'effectuer une visite de sensibilisation et de mobilisation en France sur la guerre d'agression du Rwanda. DR.

de radio-télévision Fâme, présidente de l'association les Sans Voix, la Voix des Sans Droit.

PUNCLINES DE VICKY KATUMWA.

«La France ne dit pas un seul mot de la guerre d'agression menée par le Rwanda contre la République Démocratique du Congo. La France ne prend pas position. Elle est muette. Elle est trop silencieuse. La France ne peut pourtant pas se taire. Le silence est une forme de balle. Cela nous met mal à l'aise. Nous, République Démocratique du Congo, un grand pays francophone au cœur de l'Afrique (...). Nous sommes venus en France expliquer à la société civile française, interpeller le Gouvernement français, déconstruire l'histoire ». C'est l'un des punchlines de la Sénatrice Vicky Katumwa Mukalay au cours de l'émission l'Entretien du Jour diffusée sur la chaîne de télévision Télé-Sud, l'une des interviews qu'elle a accordées lors de sa visite en France. Une Vicky Katumwa

Mukalay connue pour la puissance de son verbe, celle de sa verve oratoire lors des plénières dans les chambres parlementaires et où qu'elle prenne la parole, montant parfois le ton lors de cette interview voulant se faire mieux entendre, qui montre «la gravité de la situation que traverse notre pays». Quand «les États-Unis d'Amérique prennent position, se prononcent, demandent au Rwanda qu'il arrête les massacres qu'il commet en République Démocratique du Congo, appellent au retrait de ses troupes du sol congolais, la France ne dit rien ; la France doit se prononcer», surenchérit sa collègue Arlette Bahati Tito sur le même média français. Interrogée par la journaliste Télé-Sud sur l'appel du Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à former un Gouvernement d'Union nationale et si cet appel a une chance d'aboutir en réglant un problème ou s'il ne s'agirait pas d'un simple jeu politique quand la guerre que

le Rwanda mène au Congo appelle le Congo à aller plus loin dans les mesures à prendre par le Gouvernement, la sénatrice Vicky Katumwa Mukalay a ces mots : «notre Président (Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, ndlr) est un rassembleur. C'est pour cela qu'il invite tous les Congolais, de tous les partis politiques sans exception, à adhérer à sa vision de mettre en place un Gouvernement d'Union nationale ». Elle explique le but de sa présence en France en compagnie de ses deux collègues. «La formation d'un Gouvernement ne va pas nous empêcher comme représentants du peuple de rechercher la paix. La question (de la guerre que le Rwanda livre au Congo, ndlr) concerne nos électeurs. Ceux qui nous ont élu. Nous avons été élues dans ces espaces-là. Nous sommes, comme vous l'avez si bien dit, issues des provinces proches, l'une vient du Kivu, l'autre de la Tshopo, et moi du Tanganyika. Lorsqu'un malheur atteint le Kivu, cela

m'atteint moi directement dans le Tanganyika, comme cela atteint directement nos frères et sœurs de la Tshopo», poursuit-elle. Et, avec puissance d'expliquer : « Nous avons résolu de venir ici en France pour rechercher la paix. Le Président va faire sa part. Nous, nous faisons notre part comme élues, nous faisons notre part comme Sénat. Nous sommes en train d'expliquer l'histoire. Nous sommes en train de chercher à déconstruire l'histoire parce que le Rwanda a construit un mythe à travers le monde entier, expliquant aux uns et aux autres - à ceux-là qui veulent entendre - que le Rwanda est victime d'un génocide. Mais aujourd'hui, le Rwanda n'est pas victime, c'est la République Démocratique du Congo qui est victime parce que le Rwanda est sur notre territoire. Le Rwanda est un bourreau parce que le Rwanda est sur notre territoire. C'est le Rwanda qui se bat contre l'armée de la République Démocratique du Congo. Ce n'est pas le M23 parce que cette milice n'est qu'un supplétif, comme on dit, cette milice est entraînée par les militaires rwandais qui mettent à l'avant-plan les marionnettes congolaises qui se battent et tuent leurs frères et sœurs. Les femmes sont tuées, Madame. Toutes les trois minutes, les femmes tombent. Toutes les trois minutes, les femmes sont violées (...). Cette mission de la femme et du Sénat a «trouvé une oreille attentive», déclare Vicky Katumwa Mukalay. «Il y a déjà un comité de justes pour la recherche durable qui est mis en place, constitué d'hommes et de femmes de la société civile qui veulent soutenir cette voix de la République Démocratique du Congo qui n'a jamais été entendue ». Les trois sénatrices assurent qu'elles vont «porter encore plus haut cette voix à la France, pays de

Marianne», figure de femme combattante coiffée du bonnet phrygien, qui brandit le drapeau tricolore sur les barricades, visage choisi pendant la Révolution française pour représenter la Liberté et la République, expliquant disposer de beaucoup de soutiens.

QUID DU DIALOGUE AVEC LES REBELLES.

Sur le dialogue avec les rebelles du mouvement M23, Vicky Katumwa Mukalay est sans concession, déclare que le dialogue ne va pas résoudre un problème. «Nous avons besoin de la paix. Les armes ne vont rien résoudre. Le Congo a toujours dialogué. Nous n'avons jamais fermé la porte au dialogue. Le dialogue est notre mode opératoire. Nous Congolais, nous Africains, on ne ferme jamais la porte. Mais il y a eu dans le passé plusieurs dialogues, plusieurs accords signés. Nous, nous voulons mettre fin aux négociations de façade qui ont donné lieu à des brassages après brassages, à des mixages, où ils font entrer leurs frères - des militaires rwandais - dans l'armée. Et, l'armée dispose de plus de Rwandais que de Congolais. Quand arrive un combat, ils ne fournissent aucun effort ; ils leur font prendre des villes. Avec ce Comité des Justes pour la recherche de la paix durable, nous ne voulons plus de brassages, de mixages où l'on prend des militaires que l'on injecte dans l'armée de la République Démocratique du Congo. Voilà qui fragilise notre armée», déclare la sénatrice. Sur le ressenti dans le Sud Kivu, la sénatrice originaire du Sud-Kivu Arlette Bahati Tito explique. «Actuellement, la situation au Sud-Kivu est tragique. Comme vient de le dire la collègue Vicky Katumwa Mukalay, c'est soixante viols par jour, des jeunes filles et des jeunes garçons. Nous avons suffi-

samment de preuves. Quand vous êtes une femme (s'adressant à la journalistes, ndlr), comment pouvez-vous accepter que votre fils couche avec vous, devant votre mari. C'est inhumain. Le viol est utilisé comme arme de guerre. Cela doit être dénoncé avec fermeté. Les femmes sont devenues comme dans un champ de bataille. Elles sont en première ligne. C'est désormais au-delà des six millions de femmes violées dont on parlait. Il est important que la France prenne conscience. Nul ne peut regarder ce qui se passe aujourd'hui dans les Kivu. Nul ne peut regarder une seule de ces horribles photos qui montrent continuellement les massacres des femmes. Nous, les femmes, nous sommes là pour en parler, pour dénoncer. Nous devons placer les mots qu'il faut afin que le public soit mobilisé. Nous devons faire bouger les lignes », poursuit Vicky Katumwa Mukalay. «De retour au pays, nous allons faire le relais. Nous avons rencontré des jeunes français et les parlementaires. En France, la jeunesse est mobilisée. Le mouvement a commencé. Nous avons commencé. Nous sommes les membres à part entière de la Francophonie. Nous sommes dans le lobbying. Nous sommes ici parce que nous parlons la même langue. Et nous sommes à l'aise. Mais demain, nous nous rendrons à Bruxelles, puis à Londres. Nous sommes dans cette plaidoirie de reconstruction ». Interrogée sur le lien tissé entre ce qui se passe entre Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et Donald Trump, il s'agit «du pouvoir discrétionnaire du Chef de l'État, mais le Parlement aura un mot à dire. Mais au moins l'Amérique prend position. Elle dit qu'on doit arrêter les massacres en République Démocratique du Congo».

D. DADEI ■

Les nouveaux députés élus de Masimanimba et de Yakoma accueillis à l'Assemblée Nationale

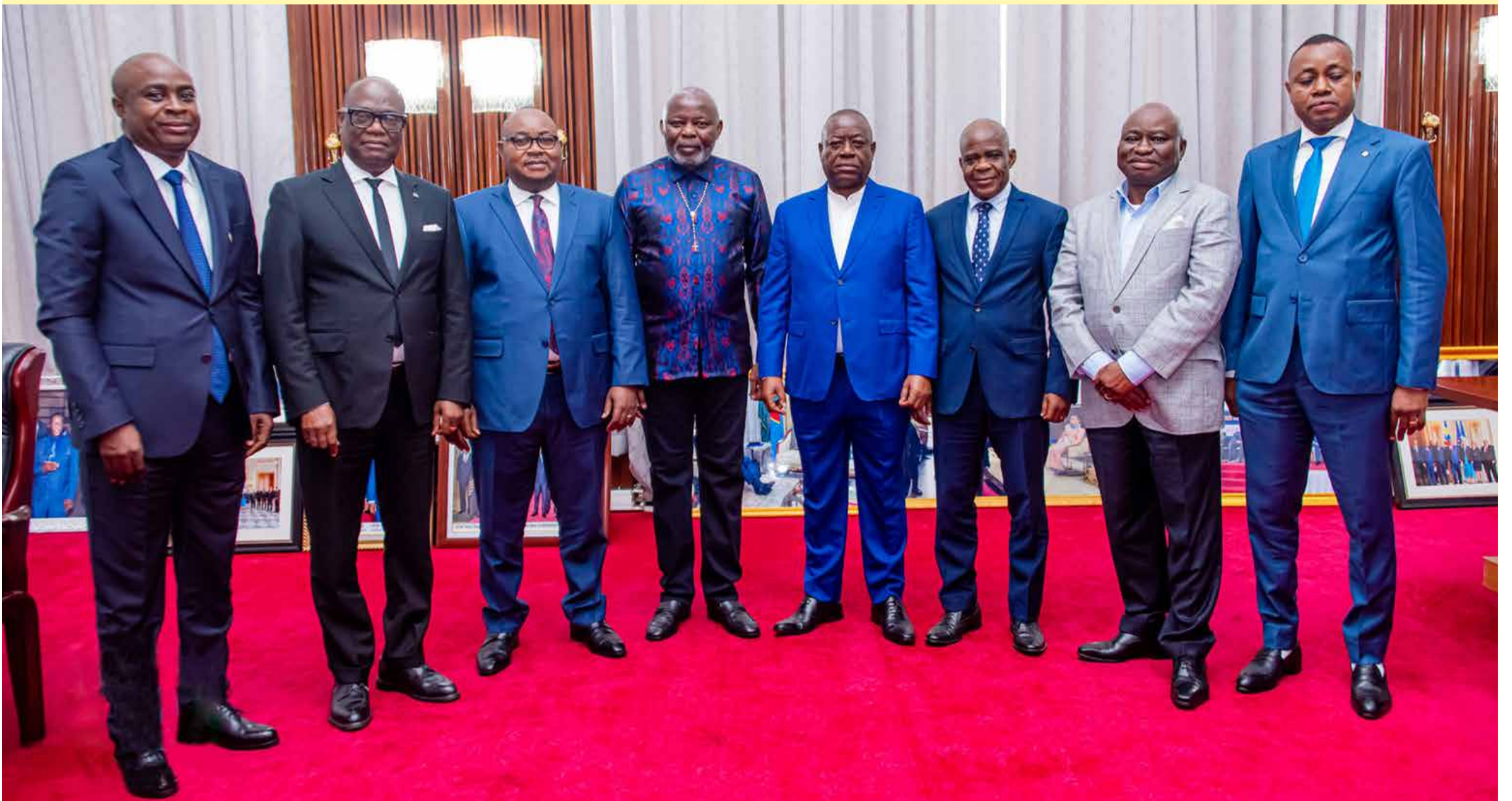


Photo de famille des sept Députés Nationaux élus de Masimanimba et de Yakoma avec le Président de l'Assemblée Nationale Vital Kamerhe. DR.

Dès la semaine du 24 au 30 mars 2025, les sept nouveaux députés Nationaux élus de Masimanimba et de Yakoma vont faire leur entrée à l'hémicycle du Palais du Peuple.

Il s'agit de Didier Mazenga Mukanzu, Jean Kamisendu Kutuka, Tryphon Kin-kiey Mulumba, Donald Sindani Kandambu et Paul Delacroix Luwansangu (Députés élus de Masi-Manimba, Kwilu, Grand Bandundu) et Guido Mbui Kaya Nyi Mbui et Antoine Nzangi Ngelengbi (Députés élus de Yakoma, Nord-Ubangi, Grand Équateur). Ces sept députés dont les résultats avaient été littéralement confirmés le 20 janvier 2025 par la Cour Constitutionnelle, ont été accueillis protocolairement mardi 18 mars 2025 par le Président de l'Assemblée Nationale Vital Kamerhe Lwa Kanyiginyi Nkingi à son bureau officiel au Palais du Peuple lors d'une audience solennelle.

Depuis la confirmation de leur élection par la Haute Cour du pays, les sept élus nationaux attendaient d'être reçus en visite de courtoisie par le Président de la Chambre Basse du Parlement mais la situation sécuritaire qui prévaut dans le pays mêlée à l'agenda de l'Honorable Président n'avait pas permis cette rencontre qui a été rendue opportune par la rentrée parlementaire qui a eu lieu le 15 mars.

LA PLEINE GRATITUDE.

Après la réorganisation le 15 décembre 2024 des élections nationales et provinciales dans les deux circonscriptions annulées le 5 janvier 2024 par la Commission Electorale Nationale Indépendante, CÉNI, et la publication des résultats provisoires le 18 décembre 2024 par la Centrale Electorale Nationale le 18 décembre 2024, huit requêtes en contestation de certains résultats avaient été enregistrées à la Haute Cour mais aucune n'avait été retenue. Un arrêt de la Haute Cour

a déclaré certaines non fondées, d'autres irrecevables soit pour défaut de qualité des requérants, soit pour absence des preuves sur l'irrégularité présumée des scrutins. Il faut rappeler que la CÉNI qui avait annulé le 5 janvier 2024 les scrutins législatifs nationaux et provinciaux de Masimanimba et de Yakoma lors des scrutins combinés organisés le 20 décembre 2023 dans le pays, avait également annulé les suffrages obtenus par 82 candidats aux Législatives nationales et provinciales invoquant «des actes de violence, de vandalisme et de sabotage perpétrés par certains candidats mal intentionnés à l'endroit des électeurs» (communiqué de presse n°002/CÉNI/2024), décision qui fut contestée par la Haute Cour qui avait néanmoins pris acte. Lors de leur accueil mardi 18 mars 2025 au Palais du Peuple, le Président de l'Assemblée Nationale a félicité les sept élus à qui la CÉNI avait imposé le retour auprès de leurs électeurs avec des dépenses nou-

velles de campagne en leur assurant que la Commission PAJ, Politique Administrative et Juridique, de l'Assemblée Nationale allait être saisie sans délai de leur dossier pour que «dès la semaine allant du 24 au 30 mars 2025, les sept nouveaux Députés Nationaux élus de Masimanimba et de Yakoma fassent leur

entrée à l'hémicycle du Palais du Peuple». Interrogé au sortir de l'audience par les médias au nom de ses collègues, le nouveau Député National (élu également Député provincial) Tryphon Kin-kiey Mulumba a fait part de la reconnaissance et de la pleine gratitude des Députés à l'endroit du Président de la Chambre

basse du Parlement pour son accompagnement dans la réorganisation des élections dans les deux circonscriptions du pays comme pour les efforts entrepris pour qu'enfin, les Assemblées provinciales du Kwilu et du Nord-Ubangi qui fonctionnent depuis plus d'un an avec des bureaux provisoires soient dotées des

bureaux définitifs en vue de permettre la mise en place des Institutions provinciales légitimes et l'élection des sénateurs originaires de ces deux circonscriptions. Avec ces 7 Députés, la Chambre basse est désormais au grand complet, compte 500 Députés comme le prévoit la Constitution du pays. **D. DADEI**

Mme Suminwa dans le Kwilu

Mme Judith Suminwa Tuluka a tenu lundi 17 mars un meeting à Kikwit, la grande ville de l'espace Grand Bandundu, dans le cadre de la campagne Congo Telema (Congo Debout).

«Les travaux de Kakobola ont pris fin. Reste la connexion de Kikwit, Idiofa et Gungu. J'ai donné instruction pour la connexion de Kikwit. J'ai pris l'engagement. Kikwit est déjà prêt. Restent les derniers réglages. Après Kikwit, je suivrai moi-même pour être

sûre que nous n'oublions pas Idiofa et Gungu», a déclaré la Première ministre à son meeting. Puis : « À mon retour à Kinshasa, je ferai tout pour que les bus Trans Academias soient donnés aux universités de Kikwit et de Bandundu. Quant aux homes, j'en parlerai avec les ministres de l'ESU et des ITP». À Bandundu Ville, la capitale du Kwilu qu'elle avait visitée la veille, outre son meeting tenu dimanche 16 mars, la Cheffe du Gouvernement a accordé des audiences aux Députés provinciaux, aux membres du Gouvernement

provincial intérimaire, aux autorités coutumières, à des forces vives. Les Députés provinciaux ont évoqué le paiement de leurs émoluments. « Les émoluments de janvier et février seront apurés avant la rentrée parlementaire des assemblées provinciales, prévues dans deux semaines. Et pour les arriérés cumulés en 2024, la situation sera régularisée, étape par étape», a assuré Mme Suminwa qui est dans le Kwilu dans le cadre de Congo Telema, la campagne de mobilisation de lutte contre l'agresseur rwandais

et ses alliés du M23/AFC, qui occupent illégalement l'Est du pays et contre le fléau Mobondo. Sur la solde des militaires, elle a déclaré à Bandundu Ville que «le Gouvernement central, sur base des instructions du Président de la République, dès ce mois de mars, la solde des militaires et policiers est multipliée par deux. Le soldat envoyé au front pour combattre l'ennemi, aura droit à sa prime de risque. Nous ne voulons plus que nos héros, qui défendent notre patrie, s'inquiètent du bien-être de leurs familles». **ALUNGA MBUWA**

Mutamba a tort d'offrir des millions de \$US à qui lui amènerait Nangaa, Bisimwa, etc. ?

On peut s'en morfondre, parler populisme, qui contesterait au ministre d'État en charge de la Justice Constant Mutamba Tungunga l'absence au minimum d'originalité dans la conduite de l'action publique. Il en avait déjà surpris le jour même où il fut nommé ministre (son nom n'avait pas été cité dans l'ordonnance présidentielle) et, bis repetita, le 11 juin 2024 au Palais du Peuple, lors de la plénière à l'Assemblée nationale, dans le discours d'investiture de l'équipe gouvernementale, la Cheffe du Gouvernement Judith Suminwa Tuluka, avait été rappelée par le Président de l'Assemblée nationale Vital Kamerhe Lwa Kanyiginyi Nkingi. Elle avait oublié de citer son tout jeune ministre d'État (37 ans, né le 24 avril 1988 à Luputa, chef-lieu du territoire de Luilu, Lomami) en charge de la Justice et Garde des Sceaux.

Plus tard, c'est dans la même salle du Palais du Peuple, à Kinshasa, Constant Mutamba Tungunga, a des phrases qu'un homme public ne prononce pas. Lors d'une activité officielle, dans un discours solennel, devant une salle pleine, devant le Président de la République, Chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, devant des personnalités politiques et gouvernementales, Constant Mutamba Tungunga déclare que n'eût été l'appui dont il bénéficie de la part du Président de la République, il aurait déjà remis sa démission du Gouvernement. « Si c'était moi, à la place du Président de la République, j'aurais immédiatement instruit mon Directeur de Cabinet de rédiger l'ordonnance de révocation



Le ministre d'État Constant Mutamba Tungunga a-t-il tort dans ce qu'il entreprend ? DR.

de ce ministre », commente un observateur. Qu'importe! Il y a la libération désordonnée sinon irrégulière d'une foule de prisonniers à la prison de Makala, à Kinshasa, qui fit un choc dans l'opinion et au sein de la magistrature, l'exposition sur les réseaux sociaux que le Conseil des ministres dénonça solennellement par deux fois, à commencer par la Première ministre dans une communication, reprise plus tard par le Président de la République lui-même.

SHIFT ! Mais voilà qu'il y a peu, devant la Cheffe du Gouvernement, le ministre Constant Mutamba déclare, face à une salle pleine de jeunes, qu'il « sent l'odeur de détournement dans cette salle. Il est possible de distinguer (lors d'un examen, ndr) sans tricher. Si tu es patriote, tu ne peux pas détourner la solde des militaires ». Un discours qui provoque le courroux de la Cheffe du Gouvernement qui, s'adressant à son tour à la salle, au même micro, haut et fort, dit « ne pas sentir, dans cette salle, l'odeur de détournement de fonds publics ». Elle va plus loin. Jure : « Vous pouvez demander à ceux qui

me connaissent. Depuis mon école primaire, je n'ai jamais triché. Le ministre d'État de la Justice vient d'affirmer qu'il perçoit une odeur. Partagez-vous cette perception? Depuis que nous sommes ici, un parfum de malversation semble flotter parmi vous? Est-ce que c'est normal? On ne peut jamais sentir l'odeur de détournement ici ». La Première ministre s'était-elle sentie visée par l'incartade de son ministre de la Justice pour se répandre tant? On imagine l'ambiance dans la salle... En huit mois de présence au Gouvernement, que n'a-t-on pas entendu sur Constant Mutamba? « Il joue sa partition. Il a son schéma personnel. Il s'en fout du principe de cohésion dans une équipe gouvernementale. Il profite de sa fonction pour façonner une image... », explique-t-on. Qu'est-ce que Mutamba n'a pas annoncé? Il y a les biens immobiliers du chef rebelle du M23-AfC Corneille Nangaa Yobeluo promis à la vente aux enchères. Le 20 janvier, il en fixe la date : le 30 janvier. L'annonce (par communiqué officiel, sur les réseaux sociaux, sur le compte X du ministre) faisait suite à deux arrêts de la justice militaire - l'un

de la Cour militaire, l'autre de la Haute Cour militaire - qui avaient condamné l'année dernière le chef rebelle à la peine de mort pour « terrorisme et crime contre l'humanité ». Les deux arrêts recommandaient la confiscation des biens de Nangaa et leur vente aux enchères. Selon un communiqué du cabinet du ministre, « la somme qui sera générée de cette vente aux enchères servira à l'indemnisation des victimes de la guerre d'agression imposée par le Rwanda au Congo ». Shift ! Le 30 janvier, rien n'est arrivé ! Le lendemain, 31 janvier, une décision tombe. Elle changeait la gestion de ces biens. Ils seront affectés le 31 janvier au patrimoine public de l'État congolais, notamment à certains services de la justice civile et militaire, annonce un communiqué officiel du cabinet du ministre de la Justice. Les biens de Nangaa? Un hôtel, le Castelo au n°07A, avenue Prince de Liège, Gombe ; une villa au n°34, avenue Colonel Tshatshi, Gombe ; une villa au n°34B, avenue Ma Campagne, Ngaliema ; une villa au n°36, avenue Biangala, quartier Salongo-Sud, Lemba ; une villa au n°66 A2, route

de Matadi, quartier Delvaux, Ngaliema ; deux appartements, immeuble Dikin, boulevard du 30-Juin, Gombe ; une maison en construction au n°150, avenue Lowa, Kinshasa ; un terrain vide clôturé au n°32, avenue des Officiers, quartier Ngomba-Kinkusa, Ngaliema.

QUOI DIRE ?

On a pensé avoir atteint le sommet de la montagne. Rien de tel. Car voilà qu'arrive la grosse prise. Le 7 mars 2025, par un communiqué (n°083), largement diffusé sur les réseaux sociaux, le ministre « annonce qu'une récompense sera de 5 millions de \$US est offerte à toute personne permettant l'arrestation des condamnés Corneille Nangaa, Bertrand Bisimwa, Sultani Makenga. En outre, une prime de 4 millions de \$US sera accordée pour toute information menant à l'arrestation de leurs complices en fuite, notamment Perrot Luwara, Irengé Baelenge ainsi que d'autres individus recherchés ». Pour être plus complet, un numéro de téléphone est donné. Texte signé par IL-e Cabinet du ministre d'État, ministre de la Justice et Garde des Sceaux. Le même 7 mars, un autre communiqué (n°082) du ministre avait annoncé des « interpellations et auditions de certains hauts cadres du PPRD (l'ancien parti au pouvoir sous l'ex-président Joseph Kabila, ndr) soupçonnés de complicité avec le mouvement terroriste de l'AFC/M23. En conséquence, tous les hauts responsables interpellés font l'objet d'une interdiction formelle de quitter le territoire national jusqu'à nouvel ordre ». Dans le dossier de libération « désordonnée » à la prison de Makala, de Hauts magistrats du pays prirent la parole pour critiquer la procédure. Quand Mutamba brandit l'argument de « dé-

sengorgement des maisons d'arrêt », eux répondent que « le décongestionnement n'est pas la mesure qu'il faut pour diminuer la population carcérale. C'est une solution palliative certes. Ce n'est pas vraiment la mesure. L'unique, la seule et l'efficace mesure reste absolument la construction de nouvelles prisons ». Puis de pointer du doigt sur le ministère de la Justice. « Il existe d'abondantes correspondances du directeur de la prison de Makala adressées au ministre de la Justice dans lesquelles il lui recommandait de penser au transfèrement de grands criminels, des détenus militaires, les Kulunas, les Mobondos et des membres des groupes rebelles dans d'autres maisons carcérales. Dans ces correspondances, il y a eu des propositions faites au ministère de la Justice, notamment l'envoi dans d'autres prisons des condamnés et de grands criminels, de ne pas recevoir des condamnés ou d'autres prévenus militaires, de voir comment gérer l'afflux à la prison des Kulunas, des Mobondos, des adeptes et rebelles qui viennent de toutes parts. Ce sont des gens qui sont à la prison de Makala mais qui ne devraient pas y être, du moins pour ceux qui ne sont pas condamnés. Parce que, pour aller en prison, il faut un titre qui vous y amène. En commençant par le mandat d'arrêt provisoire, des pièces de procédure, jusqu'à la condamnation du prisonnier ». Quant certains disent que le désengorgement de la prison de Makala a commencé avec le ministre d'État Constant Mutamba, des Hauts Magistrats signalent qu'« il y a eu des opérations de dépeuplement de la Prison centrale de Makala depuis longtemps, et, plus récemment, avec l'ancienne ministre de la Justice, Rose Mutombo. À la seule différence

cette fois-là, c'est le procureur général près la Cour de cassation qui se rendait personnellement à la prison, étant donné que, conformément à la loi, c'est lui qui libère dans le cadre de la mise en liberté provisoire ou de la libération pour faits bénins ». Et, « actuellement, cela se fait avec un peu de populisme. L'opération de décongestionnement ne date pas d'aujourd'hui. Le Procureur Général Firmin Mvonde Mambu est descendu personnellement à la prison de Makala pour procéder à la libération de beaucoup de prisonniers. Depuis, un Comité de suivi composé de hauts magistrats des parquets près les Cours d'Appel a été installé pour veiller à ce que le décongestionnement soit réel et que les faits bénins ne soient pas sanctionnés par des mises en arrêt provisoire ». Le 13 février 2024, 304 prévenus avaient été relaxés, le 29 mars 2024, 64 autres libérés, en présence du Procureur général près la Cour de Cassation. En octobre 2023, le parquet avait un peu plus de 2.700 inculpés à la Prison centrale de Makala. Au 31 août 2024, à la veille de la tentative d'évasion (intervenue dans la nuit du 1er au 2 septembre et qui fit 129 morts lors de cette opération, 24 par coup de feu de sommation, d'autres par étouffement et bousculades), il n'y avait que des détenus à la disposition des parquets civils, réduisant au tiers le nombre initial en une année. Ces efforts continuent, car nous sommes inscrits dans cette dynamique prônée par le chef de l'État de qui nous recevons les instructions pour évoluer parce que nous appliquons sa politique criminelle », poursuit un Haut magistrat. Quoi dire? Condamner le ministre pour son populisme poussé à l'extrême? À l'heure des réseaux sociaux ?

D. DADEI ■

Trump

Il admire la puissance

Par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Il est pour l'Amérique, son Amérique seule. «America First», l'Amérique d'abord. Il est pour la Puissance. «Make America Great Again», rendons sa grandeur à l'Amérique. «Keep America Great», maintenons la grandeur de l'Amérique. Donald Trump est de retour à la Maison Blanche pour au moins - qui sait ? - les quatre années à venir. Le nouveau président américain admire Vladimir Poutine, le président russe qui a mis l'Ukraine, pays de l'Europe, à genoux ; il est séduit par Benjamin Netanyahu, l'Israélien qui a réduit Gaza en champs de ruines. Le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky qui redoutait son retour au pouvoir s'est courbé à l'annonce du triomphe. Trump a battu Kamala Harris ? C'est parce qu'il « était bien plus fort », a assuré Zelensky. «J'adore le message du président Trump quand il parle», poursuit-il dans une interview au podcaster américain Lex Fridman. Netanyahu a repoussé l'accord avec Hamas en attendant la veille de l'investiture de Trump sûr que le nouveau président américain ne lui imposerait rien qui irait à l'encontre d'Israël. Lui qui a toujours considéré Trump comme l'allié clé de la sécurité et des intérêts de son pays, a qualifié ce retour à la Maison Blanche comme «le plus grand retour de l'Histoire»!

Donald Trump est pour la puissance, la puissance seule. Avant sa prise de



Donald Trump et Keir Starmer. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, dimanche 26 janvier, leurs diplomates étaient en pointe. DR.



fonctions, il a annoncé, sans exclure le recours à la force, son intention d'annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark, le canal de Panama voire le Canada, ravivant les tensions avec les gouvernements danois, panaméen, canadien.

Peu avant Noël, il a assuré que « les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue ». Le 8 janvier, il a dépêché son fils aîné Do Jr et plusieurs représentants voulant afficher ses intentions sur

le Groenland aux yeux du monde. Un projet soutenu par son 1er conseiller, le 1er milliardaire du monde Elon Musk.

Le Groenland est exceptionnellement riche en «minéraux critiques», ressources en minerais, métaux rares et hydrocarbures. Une zone hautement stratégique ! D'après le département américain de l'Énergie, ces minéraux sont essentiels pour les « technologies qui produisent, transmettent, stockent et conservent l'énergie » et qui présentent « un risque élevé

de rupture de la chaîne d'approvisionnement ».

Un rapport publié en 2024 par The Economist présente les sols arctiques comme contenant des gisements (connus) de 43 des 50 minéraux critiques listés. Pour Trump, le Groenland et le canal de Panama sont «très importants pour la sécurité économique» de son pays, a assuré le président dans une conférence de presse tenue à sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride.

Prisé par Trump, le canal de Panama construit par les États-Unis et ouvert en 1914 est sous le contrôle du Panama depuis 1999, après un accord signé en 1977 par Jimmy Carter. «Chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartient au Panama et continuera à lui appartenir », déclare le président du Panama José Raul Mulino.

Trump a donc les yeux braqués sur le Canada. La perspective que ce pays devienne le 51ème État des États-Unis est une «excellente idée», assentit-il alors que le Canada vit une crise politique après l'annonce de la démission de Justin Trudeau, le Premier ministre.

Avec le Canada, Trump veut principalement faire disparaître les droits de douane. «Les impôts baisseraient considérablement et le Canada serait totalement sûr face à la menace des navires russes et chinois» déclare l'homme qui a souvent appelé «gouverneur Trudeau» pour désigner le titre du chef de

l'exécutif d'un État américain.

Trudeau a fini par réagir. Il exclut toute possibilité de fusion entre les deux pays. «Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis». «Il ne va pas envahir le Canada, il ne va pas déclarer la guerre au Groenland même s'il le menace. (...) Il agite les armes de la négociation avec l'expérience qu'il a. Il a été à la Maison Blanche, il sait comment ça marche», analyse un expert.

Il n'empêche ! Comment un homme qui exprime aussi publiquement ses visées expansionnistes de territoire pourrait calmer Poutine et d'autres? Que dit-il des crises en Afrique, continent qu'il n'avait jamais visité lors de son premier mandat et qu'il n'envisage pas de visiter au cours de celui qui s'est ouvert le 20 janvier 2025?

Il est vrai que le président américain républicain milliardaire reste un homme d'affaires et l'Afrique l'intéresserait non pas pour les droits de l'homme ou la gouvernance mais pour son sous-sol, ses minerais rarissimes qui sécuriseraient les intérêts stratégiques de son pays, les États-Unis.

Dans ce jeu, le Congo a sa part pleine et entière. Soyons-en convaincus: la solution dans cette guerre face au Rwanda viendra des Anglo-Saxons. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, Washington et Londres étaient en pointe. Soyons focus.

Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

La mobilité, chaos kinois



Tous les experts disent que le Congo plus précisément sa capitale Kinshasa n'est plus loin de battre la Chine dans le bouchon du siècle qui ressemblerait à un vrai serpent de mer avec des millions de véhicules coincés comme dans un parking. DR.

Si vous ne connaissez pas le problème, vous ne serez pas apte à en apporter la solution. C'est aussi simple que ça.

Le jour est proche et même très proche où la Capitale Kinshasa se trouvera à l'arrêt, bloquée une journée entière sans qu'aucun véhicule ne bouge de là où il se serait trouvé.

Kinshasa est-elle loin de l'embouteillage du siècle connu de l'histoire, celui de Chine, le pays de tous les superlatifs qui vécut 100 kilomètres de bouchons pendant

neuf jours sur la bien nommée Voie Rapide Nationale 100 qui reliant Pékin à Zhan-giakou ? Mais cet embouteillage hors normes avait une explication : des travaux d'aménagement de l'axe routier en question...

À Kinshasa, toute proportion gardée, sait-on que sur le boulevard du 30 Juin, en venant de la première gare au saut-de-mouton de la firme Socimat, sur une distance de 1 km environ, des véhicules ont passé six heures en pleine journée et qu'il y a peu, pour se rendre du centre-ville à l'Aéroport International de N'djili, à Kin-

shasa, des voyageurs dont des personnalités de tout premier plan descendaient de leurs quatre roues pour monter avec bagages sur des motos pour espérer arriver à temps à l'embarquement ? C'est plus grave encore sur d'autres voies, comme celles de Mimosa ou des Poids Lourds, à l'approche de l'ISTA ou sur avenue Nguma.

QUEL(S) PROBLÈME(S) ?

Le problème ? Rien n'est fait par la ville, par les ministères en charge de la mobilité, pour anticiper. Rien n'est fait pour savoir ce que les rues de Kinshasa seront

demain, ce que les villes du pays seront dans dix ans, vingt ans ! Aucune projection ! Comment la vie pourrait-elle aller ainsi ? On peut penser qu'il existe des projets entassés dans des vieux placards, que personne n'a jamais portés sur une table de décision. Il est vrai qu'aucune action n'a été prise à ce jour. Un pays peut-il tourner ainsi ?

Le Chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo est descendu nombre de fois dans les rues et avenues de la capitale pour voir de ses propres yeux l'incroyable chaos. Bravo pour ce projet de voie de contour-

nement appelé la rocade en voie d'érection qui conduira à l'aéroport de N'djili en partant des communes du Sud-Ouest de la capitale à celles du Sud-Est évitant ainsi l'enfer du centre-ville. Et comment ne pas vanter cet autre projet gigantesque d'infrastructures du premier mandat du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, géré par son Directeur de cabinet d'alors, l'actuel président de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe Lwa-Kanyiginyi Nkingi, qui fit tant rêver ? Il s'agit du programme saut-de mouton qui fort dommage ! se

termina dans un indescriptible fiasco tragi-comique avec des accusations de détournement de millions de \$US suivies des procès à scandale. Reste qu'au moins sur le chemin de l'aéroport à l'aller comme au retour, le cauchemar n'est plus comme celui d'avant. Mieux pensé et mieux exécuté, ce projet aurait dû se poursuivre dans bon nombre de communes de la ville, comme entre le quartier de l'UPN à celui de Delvaux, dans la commune de Ngaliema ou sur l'avenue Nguma dans les environs de la résidence de l'ambassade du

Congo-Brazzaville. Il aurait pu apporter assurément un brin de soulagement aux automobilistes. Mais le fond du problème n'a jamais sans doute été pensé ou maîtrisé. Chaque jour, cent véhicules dont des modèles les plus récents mais aussi des vieilles épaves déclassées à l'étranger déboulent du port de Matadi ou de Boma. Direction: Kinshasa. Mais en revanche, jamais en même temps, un mètre de route principale ou secondaire n'est construit voire réhabilité ! C'est ce même spec-

(suite en page 10).

Kinshasa pourrait bientôt ressembler à un parking géant

(suite de la page 9).

tacle qui se produit dans le secteur foncier ou de l'aménagement du territoire. Au Congo, dans nombre de zones urbaines, des habitations sortent de terre en désordre sans que les terrains n'aient été lotis. Dans des pays où les principes sont de stricte application, les espaces à construire des immeubles ou des maisons d'habitation sont préalablement consolidés, les tuyaux de distribution d'eau installés, les câbles d'éclairage installés tout comme le câble de fibre optique mis en terre pour le raccordement des constructions à usage professionnel ou d'habitation.

LA RÉSILIENCE.

Il est vrai que le plus grand défi est l'assainissement, le trop faible taux d'aménagement. Il faut commencer par assainir la ville. Des rues, avenues et routes sans chaussées et réseau d'évacuation des eaux. Une transformation de la voirie, de réseaux routiers et piétons est à mettre en première ligne. Si ceci est vrai, à quoi la capitale congolaise peut-elle s'attendre dans un futur proche voire très proche ? D'autres problèmes sont à relever. Par exemple, pourquoi la Capitale a-t-elle accepté de déverser



dans le total désordre des millions de taxis-motos sur la voie publique dont chacune transporte trois ou quatre personnes à la fois sans le respect

de la moindre réglementation aggravant encore plus l'engorgement des rues et avenues de la capitale ? Pourquoi Kinshasa accepte-t-elle

l'arrivée d'épaves qui tombent en panne à chaque cent mètres ? Pourquoi la circulation est-elle permise à toute heure de la journée à des «longs



Des carcasses de véhicules qui sont acceptées de circuler sur les routes du Congo posent un réel problème de sécurité et de mobilité à la population. DR.

véhicules», des «longs trucks», des «semi-trailer trucks», ces remorques routières qui transportent des marchandises ou des matériels de construction ou des carburants et qui empestent encore la circulation alors qu'en les instruisant de circuler à partir de 23:00', cela réduirait les embouteillages dans la ville ? Pourquoi les voies à sens unique n'existent pas dans la ville ? Pourquoi par exemple la capitale n'a-t-elle jamais pensé construire des voies ultra rapides qui permettraient aux automobilistes de se rendre par exemple à l'aéroport en partant du boulevard du 30-juin

par le fleuve, comme la voie sur berge à Paris ? Quelle firme n'accepterait pas de financer un tel projet sans que l'État ne dépense un seul dollar puisque l'investissement serait remboursé par un système de péage ? Débourser deux dollars pour rejoindre l'aéroport en trente minutes en partant de la ville, quel conducteur ne se laisserait-il pas tenter et quelles infrastructures le Congo ne parviendrait-il pas à ériger par ce business plan ? Il reste qu'il faut connaître et maîtriser le problème pour être apte à en esquisser la solution mais face à la nécessité de résilience - le besoin de survie à tout prix

du Congolais face au choc social - comment ne pas être tenté de comprendre certaines situations en faisant le laisser-aller ? C'est le cas de l'arrivée de petits kiosques qui se déversent sur la voie publique pour vendre plus facilement de la nourriture et des boissons aux conducteurs ou des «pasteurs» improvisés qui font des prêches sur la voie publique et en tirent profit. Des spectacles que l'on ne trouve pas forcément dans des pays aux régimes politiques très stricts mais que tolèrent souvent la démocratie, et donc la liberté tous azimuts de parole.

D. DADEI ■

Comment réduire les embouteillages en ville

La lutte contre la congestion du trafic automobile a toujours été un enjeu majeur dans des villes qui ont expérimenté différentes approches allant de la création de voies supplémentaires à la suppression des voies et au

développement de l'intermodalité.

Les Nations unies ont fait le calcul : plus de 2.200 milliards de \$US seraient perdus chaque année pour l'économie mondiale à cause de la congestion routière dans les pays développés. Et pour contrer cela, de nombreuses mesures ont été testées un peu partout dans le monde.

La première d'entre elles : proposer davantage de voies ou de routes pour permettre au trafic de s'étaler dans l'espace. Sur le papier, cela semble logique : si on augmente le nombre de voies et que le nombre de véhicules reste le même, alors on fluidifie le trafic et on réduit les embouteillages. Pourtant, dans les faits, l'histoire

montre que l'inverse se produit. Aux États-Unis par exemple, à Houston, ville du Texas, la Katy Freeway en est le parfait exemple. C'est une vaste autoroute construite dans les années 1960 avec 2 x 6 voies de circulation. À cause des embouteillages, elle a été agrandie à 2 x 8 voies en 2000; puis a été à nouveau agran-

die à 2 x 10 voies en 2004 ; à 2 x 11 voies en 2006 et, enfin, 2 x 13 voies en 2008. Pourtant, cette autoroute continue d'être embouteillée alors qu'elle est désormais constituée de 26 voies. C'est à cause de ce qu'on appelle le trafic induit.

LE TRAFIC INDUIT. Le trafic induit est une notion documen-

tée par les urbanistes et les scientifiques qui démontre que les automobilistes sont ce qu'on pourrait appeler «des profiteurs d'infrastructures». Ainsi, plus on offre de voies de circulation et plus cela incite à se déplacer en voiture, à partir plus loin, à s'installer plus loin. Il y a un adage pour cela en urbanisme qui veut «qu'on ne

construit pas un pont en fonction du nombre de personnes qui traversent la rivière à la nage». Chaque nouvelle infrastructure attire ses usagers. Et, par ce biais, rajouter des infrastructures produit l'effet contraire de ce que l'on souhaite : au lieu de réduire les embouteillages,

(suite en page 11).

Des villes s'emploient à trouver des solutions

(suite de la page 10).

cela attire davantage d'automobilistes. À l'inverse, lorsqu'on supprime des infrastructures (des routes, des voies, ou même des ponts), les automobilistes modifient leurs comportements et s'organisent autrement pour se déplacer.

La municipalité de Rouen, en France, possède un exemple bien précis à ce sujet, lié à un accident survenu sur le pont Mathilde en 2012 et entraînant sa fermeture pendant presque deux ans. Or, avant l'accident, 90.000 véhicules passaient là chaque jour.

La ville de Rouen et le Cerema ont travaillé sur une étude pour comprendre comment la fermeture du pont allait impacter ces 90.000 voitures. Entre autres, ils ont ainsi constaté une diminution globale du trafic automobile de l'ordre de 12%, précisant avoir «mis en évidence que le volume des véhicules en traversée de Seine a baissé et que les modes alternatifs à la voiture, comme les transports en commun et les modes actifs ont connu une augmentation de leur usage».

Dans ses travaux sur le sujet, le Cerema possède un autre exemple français qui illustre ce principe, à Nantes, où la requalification d'un boulevard à 2 x 2 voies en un boulevard avec une seule voie de circulation + voie de bus + piste cyclable a permis de réduire le trafic automobile de 50% sur cet axe, mais pas le nombre d'usagers.

Ainsi, de 50.000 voitures par jour, le boulevard n'en compte plus que 25.000 aujourd'hui. En parallèle, 31.000 personnes empruntent quotidiennement le bus sur cette voie et le trafic y est plus fluide.

L'INTERMODALITÉ?

La solution miracle n'existe pas et si la circulation sur ces axes est plus fluide, ils connaissent toujours des pics de congestion à cer-



L'embouteillage du siècle qui avait fait les choux gras de la presse chinoise. DR.

taines périodes de la journée. Cependant, la fermeture ou la requalification de certains axes routiers avec un développement des transports en commun et des mobilités douces en parallèle semble la meilleure solution pour réduire ces embouteillages. L'intermodalité, la solution idéale pour réduire les embouteillages ? De nombreuses solutions ont été testées par les villes et métropoles pour réduire la congestion du trafic. Il y a eu, par exemple, des expérimentations de péages urbains, à l'entrée des villes. C'est ce qui s'est passé notamment à Londres ou à Helsinki. À Londres, le trafic automobile a enregistré une baisse de 15% depuis

la mise en place du péage. Mais c'est une solution assez stigmatisante qui facilite surtout ceux qui ont les moyens de payer. Beaucoup de villes ont également tenté de fluidifier le trafic en remplaçant les feux tricolores par des ronds-points. D'autres misent également sur la réduction de la vitesse où encore sur la technologie, avec la mise au point d'algorithmes qui vont prédire le trafic en temps réel et pouvoir prévenir les automobilistes des risques de bouchons en amont. Un système qu'on retrouve d'ailleurs déjà sur certains GPS ou applications comme Waze, qui propose donc des parcours alternatifs à ses utilisateurs le cas échéant. Cependant, comme le

note le think-tank La Fabrique de la Cité dans un rapport, «en déplaçant un problème vers un autre territoire, les applications de navigation ont conduit à créer de nouveaux embouteillages, empirant ainsi la gestion alors qu'elles promettaient d'y mettre fin». Le développement de services de covoiturage et d'autopartage fait aussi partie des solutions, avec notamment l'idée de créer des voies réservées au covoiturage sur les périphériques des villes afin de privilégier ce mode de transport et réduire ainsi le nombre de véhicules individuels. Enfin, on retrouve donc la connexion entre différents modes de transport doux et la mise en

place d'infrastructures dédiées à l'intermodalité. C'est ce que prévoit par exemple la métropole de Bordeaux, qui souhaite créer quatre-vingts km de voies de bus supplémentaires d'ici 2030 et ouvrir sept nouvelles lignes de bus complémentaires au tramway. En parallèle, la métropole veut aussi créer des lignes de bus qui sont dédiées à la desserte de certaines zones industrielles ou commerciales. Côté vélo, elle souhaite mettre en œuvre un Réseau Vélo Express de 250 km de pistes cyclables.

UN AMÉNAGEMENT URBAIN?

Vers un aménagement urbain qui privilégie les mobili-

tés doux ? Évidemment, pour faciliter le déploiement des mobilités douces et de l'intermodalité en zones urbaines, il faut préparer le territoire.

Pour la pratique cyclable, c'est la mise à disposition de places de stationnement sécurisées qui est notamment une priorité, étant donné que la crainte du vol et de la dégradation des vélos figure parmi les principaux freins au développement du vélo en France. Leur présence près des gares, des arrêts de tramway, de métro ou de bus apparaît ainsi comme essentielle pour faciliter les déplacements doux en ville.

Par ailleurs, contrairement à ce qui s'est fait sur ces dernières décennies, le développement de l'intermodalité implique aussi de faire revivre les centre-ville et de proposer ce qu'on appelle des programmes d'aménagement urbain mixtes qui mêlent des logements avec services de proximités, des commerces et des entreprises, le tout avec des offres de transport adaptées (maillage de transports en commun et d'infrastructures cyclables).

Enfin, les offres de stationnement de véhicules motorisés sont aussi à améliorer et à revoir, avec la mise en place de parkings à la périphérie des villes pour permettre aux habitants périurbains d'emprunter d'autres modes de transports une fois arrivés aux portes des villes. Pour tendre vers plus d'efficacité et pouvoir tester en amont différentes possibilités concernant des aménagements et leurs conséquences, les villes peuvent aussi s'appuyer de plus en plus sur la technologie.

Les jumeaux numériques en sont un bon exemple. Plutôt que de mettre en place des expérimentations grandeur nature, ces maquettes numériques de la ville permettent aux municipalités de simuler et d'analyser le trafic en fonction de nom-

breux paramètres et de pouvoir ensuite effectuer des choix éclairés. C'est ce que fait déjà Singapour, par exemple, qui utilise depuis longtemps ce procédé pour tester de nouveaux schémas de circulation et mesurer leur efficacité.

Une option séduisante qui permettra, demain, de rendre l'aménagement du territoire plus efficace. Angers, Rennes ou encore Issy-les-Moulineaux : de nombreuses villes françaises s'intéressent déjà à cette solution.

GUILLAUME JOLY ■

Bouchon monstre

Un serpent de mer, de bitume en tout cas. Le gigantesque et mystérieux embouteillage qui a fait les choux gras de la presse chinoise ces derniers temps a réapparu un jour de septembre 2010. La télé officielle CCTV diffuse des images de ce bouchon monstre, s'étirant sur plus de 120 kms sur l'axe reliant Pékin à la Mongolie intérieure, et qui dessert notamment le site de la Grande muraille le plus visité, Badaling. Il serait formé de plus de 10.000 camions, freinés par des travaux. «On peut dire que l'autoroute est transformée en un gigantesque parking», a commenté le journaliste. L'histoire est devenue le symbole de l'engorgement des rues et routes chinoises. À titre d'exemple, il y a au moins 2.000 nouvelles voitures de plus à Pékin chaque jour. Le seuil des quatre millions de véhicules immatriculés dans la capitale a été franchi fin 2009, et celui des cinq millions a été atteint l'année d'après.

Le prix du zinc en hausse à l'international

Il est passé de 2.799,85 \$US la semaine précédente contre 2.874,80 \$US la semaine du 17 au 22 mars 2025, selon un communiqué de la Commission nationale des mercures du ministère du Commerce extérieur.

C'est le prix d'une tonne du zinc, l'un des minerais congolais d'exportation, a augmenté de 2,68% sur les marchés internationaux, « Il s'observe une hausse du prix du zinc sur les marchés internationaux, au

cours de la période du 17 au 22 mars 2025. Ce minerai se négocie à 2.874,80 \$US contre 2.799,85 \$US la semaine précédente, soit une augmentation de 2,68% la tonne », écrit le communiqué. Outre le zinc, cinq autres produits miniers marchands sont en hausse sur les marchés internationaux, le cuivre, le cobalt, l'étain, l'or et l'argent. Selon ces mercures du Commerce extérieur, aucun produit minier marchand n'accuse une baisse. Cependant, un seul produit minier est resté stable sur les mar-



Le zinc dont le prix est en hausse à l'international. DR.

chés internationaux pendant la période sous examen. Il s'agit du tantale négociable à 227 \$US.

PRODUCTION CONGOLAISE. Comparativement aux semaines du 6 au 11 janvier 2025, du 13 au 18 janvier 2025, du 27 janvier au 01 février 2025 et du 10 au 15 février 2025, il s'est observé durant ces périodes respectives la hausse

et la baisse de prix du zinc sur les marchés internationaux à savoir une hausse de 0,21% la tonne négociable à 2.998,10 \$US contre 2.991,80 \$US, un recul de 4,58% la tonne, fixé à 2.862,05 \$US contre 2.998,10 \$US, une augmentation de 0,17% la tonne vendu à 2.867,05 \$US contre 2.862,05 \$US et une baisse de 1,87% la tonne, à un montant de

2.727 \$US contre 2.779,25 \$US. Il s'était observé une hausse du prix du zinc sur les marchés internationaux, au cours de la période du 17 au 22 février 2025. Ce minerai se négocie à 2.789,45 \$US contre 2.727,15 \$US la semaine précédente, soit une augmentation de 2,28%. La hausse, la baisse et la stabilité des prix des produits miniers marchands, agricoles

et menus forestiers, a précisé le document, sont consécutives à l'offre et à la demande sur les marchés internationaux et de la chaîne d'approvisionnement. Par ailleurs, dans un proche avenir, la filière congolaise de zinc devrait bondir avec l'entrée en production de Kipushi Corporation SA (Kico SA), une joint-venture entre Kipushi Holding Ltd, une filiale à 100% canadienne, Ivanhoe Mines, qui détient 68% des actions, et la Gécamines (32%). Cet actionariat devrait évoluer en faveur de la Gécamines dans le cadre de la révision de la convention d'association entre les deux partenaires, en cours de finalisation. L'exploitation minière démarrera avant l'achèvement de l'usine. Des stocks de minerais seront constitués en

attendant la mise en marche du concentrateur prévue fin 2024, qui donnera le top de départ de la production commerciale. Le projet Kipushi étant focalisé sur l'exploitation du zinc, même si des indices d'autres métaux pourraient conduire à des explorations, le produit final sera du concentré de zinc. Les prévisions tablent sur une production de 450.000 tonnes de concentré de zinc par an, soit 240.000 tonnes du zinc contenu. Le gisement situé à une profondeur de 1.250 m, héberge des ressources indiquées et évaluées à 12 millions de tonnes (Mt) à une teneur de 35% de zinc, soit la plus haute au monde, et des réserves de 10,81 Mt, titrant 32% de zinc, 0,65% de cuivre, 19 g/t d'argent, et 51 g/t de germanium.

Le prix du cacao en baisse

Le prix d'un kilogramme du cacao, produit congolais d'exportation, enregistre une baisse de 3,90% sur les marchés internationaux au cours de la semaine du 17 au 22 mars.

«Le cacao enregistre une baisse de prix sur les marchés internationaux, au cours de la semaine du 17 au 22 mars 2025, en se négociant à 8,13 \$US contre 8,46 \$US la semaine précédente, soit un recul de 3,90% le kilogramme», écrit un communiqué de la Commission nationale des mercures du ministère du Commerce extérieur. Selon ce texte, outre le cacao, plusieurs autres produits agricoles et menus forestiers sont également en baisse de prix à l'international à savoir le café robusta, le café arabica, la papaine, les écorces de quinquina, le Poudre Totaquina, le sel de Quinine et la Rauwolfia. Comparé à la semaine du 06 au 11 janvier 2025, le cacao avait enregistré une baisse de prix sur les marchés internationaux, en se négociant à 10,89 \$US s contre 11,59 \$US la semaine précédente, soit une

baisse de 6,04% le kilogramme. La semaine du 24 février au 1er et mars 2025, le cacao avait enregistré une hausse de prix sur les marchés internationaux, en se négociant à 10,18 \$US contre 9,87 \$US la semaine précédente, soit une hausse de 3,14% le kilogramme. Cependant, la même source relève qu'un seul autre produit agricole marchand et menu forestier accuse une stabilité pendant la semaine sous examen, notamment, le caoutchouc négociable à 1,11 \$US. La hausse, la baisse et la stabilité des prix des produits miniers marchands, agricoles et menus forestiers, a souligné le document, sont consécutives à l'offre et la demande sur les marchés internationaux ainsi que de la chaîne d'approvisionnement. Ces fluctuations ont un impact direct sur l'économie congolaise, fortement dépendante des exportations des matières premières, notamment dans le secteur minier. La Côte d'Ivoire ayant enregistré une baisse de production à l'heure actuelle, le Congo pourrait occuper le premier plan avec une moyenne de 100.000 à 200.000 tonnes de cacao par an.

Panne d'électricité à Mbuji-Mayi

AMbuji-Mayi, capitale du Kasaï-Oriental, une panne à la centrale hydroélectrique de Tubi Tubidi, construite par la Société Anhui Congo d'investissement Minier, SACIM, est à l'origine d'une panne d'électricité qui a privé depuis plusieurs jours des centaines de maisons résidentielles, a déclaré le Directeur provincial de la Snél, Société nationale



Sous-station de Bipemba à Mbuji-Mayi qui recevra l'électricité de Tubitubidi de la SACIM. DR.

d'électricité, Jean Crispin Mukendi.

Des travaux de réparation sont en

cours. L'énergie électrique utilisée

par cette entreprise provient de la centrale hydroélectrique de Boya, territoire de Miabi. La centrale a été construite en 2019 par la SACIM, qui exploite le diamant dans la région. La centrale hydroélectrique produit environ 7 mégawatts d'énergie électrique. Selon les accords avec le gouvernement central, trois lignes d'exploitation ont été attribuées à la Snél.

Le cobalt bondit de 14 %

Le cobalt a bondit de 14,31% à l'international passant de 26.578 \$US/la tonne contre 23.251 \$US une semaine auparavant, selon un communiqué du ministère du Commerce extérieur.

« Il s'observe une hausse du prix de cobalt sur les marchés internationaux, au cours de la période du 17 au 22 mars 2025. Ce minerai se

négocie à 26.578 \$US contre 23.251 \$US la semaine précédente, soit une augmentation de 14,31% la tonne». Outre le cobalt, plusieurs autres produits miniers marchands accusent une hausse de prix sur les marchés internationaux. Ces minerais sont le cuivre, le zinc, l'étain, l'or et l'argent. Selon, la source, aucun produit minier marchand n'observe une baisse durant la période en exécution. Cependant, un seul produit minier mar-

chand est resté stable sur les marchés internationaux pendant la période sous examen, à savoir : le tantale négociable à 227 \$US, indique-t-on. Comparé à la semaine du 10 au 15 mars 2025, le cobalt observait une hausse du prix sur les marchés internationaux, en se négociant à 23.251 \$US contre 21.282 \$US la semaine précédente, soit une augmentation de 9,25%. La hausse, la baisse et la stabilité des prix des produits miniers

marchands, agricoles et menus forestiers, a précisé la source, sont consécutives à l'offre et à la demande sur les marchés internationaux et de la chaîne d'approvisionnement. Le Congo est le plus grand producteur mondial de cobalt et compte pour 70 % de la production mondiale. En raison de la croissance rapide de son industrie du nickel, l'Indonésie est récemment devenue le deuxième producteur mondial de cobalt, et compte pour

5 % de la production mondiale. Le cobalt est extrait à 98% des mines de cuivre ou de sel. Il s'agit donc d'un «sous-produit» de ressources existantes. Il n'existe qu'une seule mine au monde - au Maroc - qui a fait du Cobalt son minerai principal. La production du minerai est liée à celle du cuivre, les deux substances étant présentes dans les mêmes gisements, situés dans les provinces de Lualaba et du Haut-Katanga.

international

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUÏE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

Boire du thé vert n'est pas sans effet sur notre corps

Le thé vert, apprécié dans le monde entier pour son goût raffiné, peut avoir de nombreux effets bénéfiques, dont certains scientifiquement prouvés. Quels sont ses effets sur notre corps ? Possède-t-il également des risques pour la santé ?

Les bienfaits du thé vert sont nombreux, certains prouvés scientifiquement et d'autres encore non reconnus. Ses effets réputés comme ses propriétés antioxydantes, son effet brûle-graisse ou encore sa capacité à réduire le mauvais cholestérol dans le sang sont autant de vertus qui font du thé vert une boisson très appréciée. Toutefois, il est important de garder en tête que certains effets du thé vert peuvent avoir des conséquences sur le corps puisque chaque personne ne réagit pas de la même manière face aux effets du thé vert. C'est pourquoi, il est considéré comme un stimulant et non un excitant ; il est possible de supprimer une grande partie de la théine présente dans le thé. Pour ce faire, vous pouvez d'abord infuser le thé dans une tasse pendant une minute, le temps que la théine se libère des feuilles, puis jeter cette eau contenant le plus de caféine.

SES BIENFAITS POUR LA SANTÉ. Les propriétés antioxydantes du thé vert.

Le thé vert est riche en catéchine (précisément l'épigallocatechine gallate appelée EGCG, une substance de la famille des polyphénols) aux vertus antioxydantes. Il est réputé que cet antioxydant peut jouer un rôle dans la réduction d'inflammations et la protection des cellules, ce qui aiderait à lutter contre certaines maladies chroniques telles que les maladies cardiaques.



Les bienfaits du thé vert sont nombreux certains prouvés scientifiquement. DR.

De la même manière, cet antioxydant aiderait à réduire le vieillissement des cellules de la peau et aurait donc un effet bénéfique sur la santé de la peau. Le thé vert est également un puissant diurétique qui aide l'organisme à expulser certaines toxines qui peuvent entraver le bon fonctionnement de votre métabolisme.

Le thé vert fait-il maigrir ?

Très apprécié et mis en avant dans certains régimes alimentaires, le thé vert est souvent décrit comme un « brûle-graisse naturel ». On constate aussi que le thé vert (en particulier le thé vert bio) peut augmenter la combustion des graisses à court terme dans le métabolisme. Par ailleurs, les catéchines présentes dans ce thé couplées à la caféine joueraient un rôle dans la régulation de l'appétit. Lorsque l'on a faim, boire une tasse de thé vert pourrait aider à réduire notre appétit et en ferait une boisson idéale pour compléter un régime alimentaire sain et ainsi perdre du poids.

Il a des propriétés relaxantes.

Il a été découvert par des scientifiques japonais que le thé vert contient de la L-Théanine, un acide aminé. L'activité de cette molécule sur le cerveau permet une

réduction du stress mental et physique et produit un effet relaxant. La L-théanine agit donc sur le cerveau comme relaxant sans pour autant favoriser l'endormissement.

Il réduirait la pression artérielle.

En plus de ses vertus antioxydantes, il est réputé que la consommation de thé vert peut aider à diminuer la pression artérielle et ainsi éviter certains risques liés aux maladies du cœur comme les infarctus et les AVC. En revanche, ces effets n'ont pas (encore) été prouvés par des études scientifiques poussées et sont donc à relativiser.

Il aiderait à réguler sucre et cholestérol.

Le thé vert aurait la capacité de faire baisser la glycémie naturellement grâce à l'épigallocatechine gallate (EGCG), le polyphénol qu'il contient. Cette boisson serait donc capable de réduire le taux de sucre dans le sang tout en stimulant le métabolisme, et donc à réduire les risques de diabète de type 1. Cet antioxydant réduirait également le mauvais cholestérol.

LES EFFETS SECONDAIRES. Il contiendrait de la théine ou de la caféine ?

Le thé vert, comme le thé noir par

exemple, contient de la théine. Présente dans les feuilles de thé, la théine se libère dès que les feuilles sont plongées dans l'eau chaude. Si c'est en fait la même molécule que celle de la caféine, le thé contient trois à quatre fois moins de caféine qu'un café. C'est pourquoi, il est considéré comme un stimulant et non un excitant. Les effets de la caféine du thé se ressentent dans le temps (environ six heures selon les personnes) et ne donnent donc pas de « coup de boost » comme le café. Le thé vert, comme le thé blanc, est plus léger en caféine que le thé noir.

Le thé vert empêche-t-il de dormir ?

Même si la stimulation ressentie est moins intense que celle du café, le thé vert peut, avec sa caféine, avoir des effets sur le sommeil. Toute personne ne réagira pas de la même manière aux effets de la caféine : celles qui sont le plus susceptibles d'être sensibles à cette molécule ou qui peuvent moins facilement absorber la caféine ressentiront une certaine stimulation.

Comment faire déthéiner son thé ?

Il est possible de supprimer une grande partie de la théine présente dans le thé. Pour ce faire,

vous pouvez d'abord infuser le thé dans une tasse pendant une minute, le temps que la théine se libère des feuilles, puis jeter cette eau contenant le plus de caféine. Ensuite, vous pouvez infuser le même sachet de thé dans une nouvelle eau. Cette deuxième infusion sera beaucoup moins concentrée en caféine et conservera tout de même les saveurs du thé vert.

Le thé vert aide à liquéfier le sang.

Si vous êtes atteint d'hémophilie, qui est un trouble de la coagulation sanguine, il faut consommer le thé vert avec prudence. En effet, ce dernier peut avoir un effet qui liquéfie le sang et l'empêcher de coaguler lors de saignements. Vous pouvez bien sûr demander conseil à un médecin ou à un spécialiste pour obtenir des recommandations sur la consommation du thé vert dans ce cas.

Le thé vert réduit l'absorption de fer.

Il est légitime de se demander si boire du thé vert en grande quantité peut avoir des effets sur la santé. Et, en effet, les catéchines présentes dans le thé vert peuvent réduire l'absorption du fer des aliments. Consommé en grande quantité, le thé vert peut alors provoquer une anémie ferriprive pour

les personnes souffrant de carences en fer. L'idéal est aussi de boire du thé vert entre les repas plutôt qu'en mangeant.

Contre-indications à le boire beaucoup ?

La consommation en grande quantité de thé vert est à éviter dans certains cas. Par exemple, en cas de consommation d'alcool importante, le thé vert peut accroître l'effet diurétique de l'alcool et causer des troubles urinaires. Si des effets indésirables sont ressentis, il est recommandé de diminuer la quantité de thé vert ou d'alcool bue. Il est également recommandé de se renseigner auprès de son médecin pour toute consommation de thé vert et prise de médicaments. Consommer trop de caféine peut augmenter les risques d'anxiété, interférer avec le sommeil et causer des maux d'estomac et des maux de tête chez certaines personnes. La théine contenue dans le thé étant assez légère et se libérant progressivement dans l'organisme, il faudrait boire plus de dix tasses de thé vert par jour pour arriver à des doses de caféine assez élevées pour avoir des effets néfastes ! Tout dépend de la sensibilité de chacun.

Boire du thé vert en étant enceinte ?

Les futures mamans, dont les besoins en fer sont augmentés, sont plus à risque de carence. Il est donc conseillé aux femmes enceintes de réduire leur consommation de thé vert. De plus, le thé vert contient de la caféine, qui ne doit pas être ingérée en grande quantité pendant la grossesse. Toutefois, boire du thé vert en quantité raisonnable pendant la grossesse peut même avoir des effets bénéfiques comme l'hydratation, et donc limiter les risques de constipation ou d'infections urinaires qui sont souvent plus fré-

quentes pendant la grossesse. Enfin, le thé vert renforce les défenses immunitaires et stimule la sensibilité à l'insuline, effet positif qui aide à lutter contre le diabète gestationnel.

Pourquoi cela donne plus envie d'uriner ?

En juin 2014, le Dr Catherine Serfaty-Lacroisnière, nutritionniste, a répondu à cette question : « Le thé vert est-il particulièrement diurétique ? » en ajoutant l'information suivante sur les thés : « Tous les thés sont drainants car ils hydratent. On aura alors une augmentation de la diurèse. Mais pas plus le thé vert que les autres thés ». En 2017 Olivier Scala, dégustateur de thé a eu ces mots : « Le thé est très diurétique. Il a des effets drainants. Le thé contient également du fluor, des vitamines surtout A, B, C, E et K. Il contient des oligoéléments. Et plus le thé est jeune, plus la feuille est jeune, plus la feuille va contenir ces éléments ». De nombreux thés contiennent également de la caféine. Cette substance a également un fort effet diurétique. L'article Mécanismes de l'effet diurétique de la caféine, publié en 2016 dans la revue Médecine/Sciences, fournit des informations plus scientifiques sur le sujet, et répond notamment à la question du pourquoi : « La caféine est un psychotrope naturel abondamment consommé. Outre ses propriétés psychostimulantes, elle exerce un effet diurétique dont les mécanismes ne sont pas clairement établis. Une revue de la littérature indique que l'effet diurétique de la caféine implique l'antagonisme des récepteurs A1 de l'adénosine à différents niveaux : 1. la caféine augmente le taux de filtration glomérulaire par inhibition de la vasoconstriction de l'artériole afférente (suite en page 15).

Pourquoi le thé vert donne-t-il tant envie d'uriner?

(suite de la page 14).

lors du réflexe tubulo-glomérulaire ;
2. la caféine inhibe la réabsorption sodée par le tube contourné proximal, ce qui augmente la diurèse ;
3. la caféine inhibe le réflexe hépatorenal via les terminaisons nerveuses des espaces de Mall ».

Plus loin, voici encore ce que l'on peut apprendre au sujet du thé en particulier :

« La caféine est un alcaloïde (1,3,7-triméthylxanthine) de la famille des méthylxanthines que l'on retrouve dans les graines, feuilles et fruits de diverses plantes où elle agit comme insecticide naturel. La caféine, présente dans le café, est obtenue par infusion à partir de graines de caféier, mais on en trouve également dans les fèves de chocolat, les feuilles de thé, les graines de guarana et la noix de cola. Les boissons caféinées sont les plus consommées : le café (85 mg par tasse de 150 ml à partir de grains de café torréfié moulu, ou 60 mg/150 ml pour un café instantané), le thé (30 mg par feuille/sachet ou 20 mg par tasse s'il s'agit de thé instantané) et, dans une moindre mesure, le cacao ».

Si le sujet vous intéresse et bien que le vocabulaire utilisé soit scientifique, vous pouvez lire le contenu de cet article, dont nous ajouterons encore la conclusion suivante : « L'effet diurétique du café est bien connu des consommateurs. Bien qu'on ne puisse exclure le rôle de substances autres que les méthylxanthines, présentes dans le café, la pharmacologie de cet effet diurétique semble principalement médiée par la caféine et impliquerait les récepteurs de l'adénosine. Notre revue de la littérature suggère que le rein n'est pas le seul organe impliqué mais que le foie pourrait également participer à l'effet natriurétique et diurétique de la caféine. Au niveau du rein, deux mécanismes principaux interviennent : le blocage du rétrocontrôle tubulo-glomé-



Il est déconseillé de boire du thé vert le soir. DR.

rulaire et l'inhibition de la réabsorption

sodée par le TCP. Au niveau du foie,

la caféine s'opposerait au réflexe hépa-

torénal induit par l'adénosine intrahépatique. Ces effets synergiques résultent en une augmentation de la diurèse et de la natriurèse». Enfin, et de manière générale, voici ce qu'indique la page Comprendre le fonctionnement des reins de l'Hôpital de Montréal pour enfants : « Les reins sont des organes puissants qui jouent un rôle vital en gardant le corps humain en santé. Qui plus est, ils exercent non pas une ni deux, mais bien trois fonctions essentielles à notre organisme. D'abord, ils régulent la quantité d'eau dans nos systèmes

organiques. Pour bien travailler, notre corps a besoin d'une quantité d'eau bien précise ; les reins ont pour rôle de maintenir la quantité d'eau nécessaire à son bon fonctionnement et d'éliminer le surplus. Les reins éliminent aussi les déchets et les toxines. Pour que l'organisme fonctionne correctement, il doit maintenir les minéraux et les autres substances présents dans le sang et les liquides corporels à un niveau adéquat. Les reins aident à éliminer le surplus de minéraux comme le sodium, le potassium et le phosphore, et les déchets

comme l'urée (résultat de la dégradation des protéines) et les acides (...). Les reins sont deux petits organes situés tout juste sous la cage thoracique de part et d'autre de la colonne vertébrale. Les deux reins filtrent environ 120 litres de sang par jour, produisant 1 à 2 litres d'urine, composée de déchets et de surplus de liquide. Un petit tube, appelé «uretère», relie chaque rein à la vessie ; les uretères transportent l'urine vers la vessie où elle est entreposée jusqu'à ce que la personne soit prête à l'éliminer».

avec AGENCES ■

Quelle marque de thé vert choisir?

Le thé vert est cultivé en Chine (80%), le Japon (10%), le Vietnam (7%) et l'Indonésie (2%) se partagent le reste de la production. Les différentes variétés de thé vert ont des propriétés diverses et variées dans une catégorie bien précise.

Quelle variété choisir entre Sencha, Matcha, Gyokuro ou encore Gunpowder? Pour quel usage? Il existe 1.500 variétés de thé vert dans le monde (contre plus de 8.000 à l'époque de la Chine Antique rien que dans le pays!). Évidemment, le thé vert cultivé au Japon sera différent de celui cultivé en Chine ou au Vietnam, mais les différences vont au-delà des simples frontières. Cependant, la principale différence entre les types de thé vert est la méthode de torréfaction. Il existe deux grandes méthodes, la japonaise et la chinoise. La première consiste à torréfier les feuilles de thé à la vapeur, préservant ainsi au maximum les propriétés thérapeutiques. La deuxième a pour but de torréfier les feuilles de thé façon wok à 300°C, ce qui abîme les feuilles et leur fait perdre nombre de leurs propriétés. De plus, il faut noter

qu'il y a un encadrement plus strict de la production de thé vert au Japon qu'en Chine. Vous aurez ainsi beaucoup plus de chances d'avoir un thé vert bio japonais que chinois. Hormis cette grande différence, la façon de distinguer une variété de thé vert d'une autre réside dans la manière de réaliser ces 6 étapes : le choix de la variété de thé; le type de torréfaction ; le choix de fermenter ou non; la partie de la plante utilisée ; Le choix de la mise à l'ombre ou pas ; la méthode de production (artisanale ou industrielle, bio ou pas bio etc.) Il existe encore quelques différences en fonction de quelle récolte provient le thé (1ère, 2ème, 3ème ou 4ème) ou encore selon la maturité des feuilles cueillies etc.

Le meilleur.

Le thé vert dispose de nombreuses propriétés thérapeutiques, c'est connu et reconnu. Parmi ces dernières, on peut citer l'effet stimulant (garanti par le thé Sencha par exemple), l'aide à la perte de poids, l'effet antioxydant ou encore l'utilité pour contrer le diabète. Cependant, certaines variétés de thé sont plus efficaces que d'autres dans des domaines bien précis. Quoi qu'il en soit, les thé verts provenant du Japon sont générale-

ment plus vertueux que ceux produits en Chine (à cause de la méthode de torréfaction). Si vous ne cherchez pas de propriété thérapeutique bien précise mais que vous souhaitez tout de même profiter des bienfaits du thé vert, dirigez-vous plutôt vers un thé japonais.

L'antioxydant.

L'appellation «antioxydant» provient du fait que ces molécules s'opposent à l'action des radicaux libres en empêchant l'oxydation qu'ils pourraient provoquer. Ces radicaux libres contribuent au vieillissement prématuré de notre corps, c'est donc une amélioration de notre santé corporelle au long terme que nous apportent les antioxydants. Plus précisément, les antioxydants agissent sur différentes parties de notre corps : la jeunesse de la peau est préservée (prévention des rides) ; le taux de mauvais cholestérol est abaissé (prévention des maladies cardio-vasculaires) ; la dégénérescence des cellules des yeux pourrait être empêchée (information pas encore prouvée) ; les maladies inflammatoires et les cancers seraient prévenus (ici aussi, pas encore prouvé). C'est donc entièrement dans votre intérêt de consommer un thé vert riche en antioxydants. En effet, le thé

vert est déjà le thé le plus riche en antioxydants, devant le thé noir et le thé blanc. L'explication est simple. Le thé vert est le thé dont l'oxydation a été stoppée le plus vite, il a donc gardé une forte teneur en polyphénols, les agents responsables des propriétés antioxydantes du thé vert. Cependant, il existe certains thé qui sont les meilleurs pour lutter contre l'oxydation. Il est recommandé de consommer des thé de type matcha (en poudre), les meilleurs thé verts pour un effet antioxydant assuré. Grâce à son fameux goût umami et à ses saveurs herbacées, vous tomberez à coup sûr amoureux(se) de ce type de thé. On est pas obligé de le consommer sous forme de boisson. En effet, vous pouvez consommer le matcha de multiples manières différentes (tout comme le thé noir ou le rooibos par exemple).

Le meilleur pour maigrir.

Un sachet de thé vert de qualité est un allié de taille pour perdre du poids. Cependant, on peut aussi s'interroger sur le produit présent dans le thé vert responsable de cet effet minceur. Déjà, le thé vert est une boisson qui ne fait pas grossir du tout grâce à sa faible proportion en calories (proche de

0, plus de l'eau !). De plus, les bienfaits minceur sont multiples, au point que vous voudrez à tout prix avoir du thé vert après avoir lu cette liste. Le thé vert contient de la caféine. Cet actif, présent aussi dans le café, booste votre métabolisme qui brûlera alors les graisses et les calories beaucoup plus vite que d'habitude. Les catéchines contenues dans le thé vert ont un effet diurétique puissant. Bien que ce soit le cas de tous les autres thé, les meilleurs thé pour mincir restent les thé verts. L'effet drainant permet de mincir bien plus vite en éliminant les mauvaises toxines et les graisses accumulées. Le thé vert est riche en théine ce qui lui confère un effet stimulant marqué. Le thé vert possédant les meilleures propriétés stimulantes est le thé Sencha, au goût variant entre amer et doux (aux saveurs parfumées même). Ainsi, les thé verts japonais sont ici aussi à l'honneur et sont les meilleurs thé verts pour maigrir. Parmi ces thé verts nous pouvons citer le matcha, le Sencha, le genmaïcha, le gyokuro ou encore le bancha. Préférable que votre thé vert soit bio.

Lequel pour le petit déjeuner? Pour débiter la journée,

prendre une tasse de thé vert est vraiment l'idéal que ce soit pour la santé, pour le goût ou pour se réveiller. Voici donc une sélection de différents thé verts pour bien se réveiller. Le thé vert Gyokuro est riche en caféine, il sera parfait pour stimuler votre système nerveux ; le thé vert Lung Ching est très vitaminé, et c'est le matin que l'on absorbe le mieux les vitamines ; le thé vert Matcha est riche en antioxydants, idéal pour passer une nouvelle journée en bonne santé ; le thé vert Sencha est riche en théine et ce sera le coup de boost qu'il vous faut pour débiter une journée sur les chapeaux de roue.

Pour le soir?

Il est déconseillé de boire du thé vert le soir à cause de sa forte teneur en théine et en caféine. Il existe des thé verts très faiblement théinés, comme par exemple le hojicha, qui se prête à une consommation en soirée. Vous pouvez «déthéiner» votre infusion : pour cela, il vous faudra seulement faire une infusion pendant une minute, jeter l'eau obtenue et plonger le même sachet dans une nouvelle eau. Les arômes seront conservés et la théine se sera en grande partie envolée. Allez! Faites le bon choix !

avec AGENCES ■

En 2025, les dix voitures les plus chères du monde

Aucune d'elles n'est américaine.

Aucune. Britanniques, françaises, italiennes, etc. Les voitures les plus chères du monde. Prix en euros.

► **Rolls-Royce Boat Tail.** La voiture neuve en 2025, la plus chère du monde et de tous les temps. Cabriolet de 5,79m de long au design mêlant vintage et modernité renferme un V12 biturbo (6,75 litres pour 563 chevaux), une boîte automatique à 8 rapports. Un « yacht roulant » produit en 3 exemplaires, réservés aux milliardaires avec son prix lunaire, 23 millions d'euros.

► **Bugatti, la voiture noire.** One-off homologué pour la route hisse la marque française sur la seconde marche du podium. Hypercar à tout d'exceptionnel : 8 litres, 16 cylindres, 1500 chevaux, assemblage réalisé à la main. Travail d'orfèvre, pas étonnant que cet exemplaire unique ait été acquis par un Suisse, 15 millions.

► **Pagani Zonda.** De la firme éponyme, a fait construire ce concept car pour lui et deux autres heureux propriétaires inconnus. Ce roadster a fait grand bruit lors de sa présentation et reste moins mystérieux, 15,7 millions.

► **Rolls-Royce Sweptail.** Marque de voiture de luxe par excellence, trustee encore le haut du panier avec cette fois un one-off, construit sur demande : le Sweptail, 11,6 millions.

► **Bugatti Centodieci.** Elle a sous le moteur : 1600 chevaux exactement pour un W16 de 8 litres avec une vitesse de pointe à 380km/h. Boum, 8 millions.

► **Lamborghini Veneno.** Un roadster qui défie la loi de la gravité avec ses courbes cosmiques inspirées par l'aéronautique. Hypercar produit à 9 exemplaires qui ne peut pas voler mais pointe à 355 km/h avec son V12 de 6,5 litres. Une voiture qui met des



De haut en bas, de g. à dr., Rolls-Royce Boat Tail, Bugatti-la voiture noire, Pagani Zonda, Rolls-Royce Sweptail. DR.



Ci-bas, de haut en bas, de gauche à droite, Bugatti Centodieci, Lamborghini Veneno, Mercedes Maybach Exelero. DR.



étoiles dans les yeux, 7,3 millions.

► **Maybach Exelero.** Coupé commandé par une marque de pneumatiques afin de tester et pro-

mouvoir une nouvelle série de pneus. Exercice réussi : ses performances sur circuit ont été un succès avec son moteur qui tourne à 5,9 litres et

700 chevaux. C'est définitivement une affaire qui roule pour Fulda, 7 millions.

► **Bugatti Divo.** Si les deux voitures de luxe se ressemblent

(même moteur W16 de 8 litres pour 1500 ch, un habitacle similaire), la Divo se distingue par un design exceptionnel. Elle partage un autre

point commun avec un modèle Bugatti différent... Son prix, le même que la Bugatti Mistral, 5 millions.

► **Koenigsegg**

CCXR Trevita. Elle est moins connue que ses « sœurs » mais n'en est pas moins surpuissante, et rapide : elle passe de 0 à 200 km/h en 8,75 secondes. Bolide suédois qui pèse 1280 kgs, un poids plume comparé aux Ferrari, Aston Martin ou encore Lamborghini, 4,2 millions.

► **Bugatti Bolide.** Dévoilée pour la première fois en juin 2023 sur le circuit du Mans lors de l'exposition célébrant le centenaire de cette course mythique, en marquant l'année. Produite en seulement 40 exemplaires, une hypercar réservée exclusivement à un usage sur piste qui se distingue, 4 millions.



Comment faire durer le couple

La passion dure rarement plus de trois ans. Pourtant certains couples, malgré les inévitables crises de la vie à deux, continuent de se tenir la main et de se regarder, des étoiles dans les yeux, bien plus longtemps. Comment font-ils? Le psychologue-sexologue Yvon Dallaire livre quelques uns de leurs secrets. Il n'y a pas de recette magique pour être heureux à deux. Chaque couple possède sa propre histoire, ses

propres codes. Néanmoins, les psychologues s'accordent sur un point : l'épanouissement conjugal passe par le bon équilibre entre les moments de distanciation et les moments de fusion. Pour faire durer son couple, il faut savoir s'épanouir seul à travers son métier, ses amitiés, ses loisirs. Mais aussi préserver des moments d'intimité et de connivence physique, intellectuelle et émotionnelle avec son partenaire. Pour le psychologue-sexologue Yvon Dallaire,

l'idéal serait de passer environ cinq heures par semaine en tête-à-tête. Voici quelques pistes pour y parvenir :
 ▶ Le matin, au moment de vous quitter, ne vous contentez pas d'évoquer la prochaine réunion parents-professeurs ou la liste des courses. Parlez du contenu de vos journées respectives en vous montrant de l'intérêt réciproque ;
 ▶ En rentrant le soir, prenez quelques minutes sans les enfants pour parler de votre journée, autour d'un

apéritif ou de la préparation commune du dîner ;
 ▶ Avant de vous endormir, relevez deux choses que vous avez appréciées chez votre partenaire au cours de la journée. Il peut s'agir d'une nouvelle coupe de cheveux, de son talent pour raconter des histoires aux enfants, de la saveur du dîner... Gardez à l'esprit que les couples heureux se font cinq à dix fois plus de compliments que de reproches ;
 ▶ Manifestez-vous de l'affection. Passées les premières années, même

avec une vie sexuelle satisfaisante, beaucoup de couples perdent l'habitude de s'embrasser, de se tenir la main, de s'enlacer. Or, tous ces échanges favorisent la production d'ocytocine, l'hormone du bien-être ;
 ▶ Donnez-vous un rendez-vous une fois par semaine pour parler de votre amour, vous rappeler de beaux souvenirs et planifier des projets d'avenir à court (d'ici un an), à moyen (entre 3 et 5 ans) et à long terme (projet de retraite).

C'est efficace contre la migraine

En 2013, une équipe allemande du département de neurologie de l'Université du Münster s'est attaquée au sujet de la céphalée et du sexe en envoyant un questionnaire à des patients souffrant de deux types de maux de tête : la migraine dans un cas et dans l'autre, la très douloureuse algie faciale (un trouble neurologique caractérisé par des crises douloureuses intenses et soudaines touchant un côté du visage).



Des remèdes efficaces contre la migraine, selon l'Université du Münster. DR.

« Pas ce soir, j'ai mal à la tête... ». Les liens entre la migraine et les relations sexuelles apparaissent volontiers résumés à travers ce gimmick bien connu. Mais la réalité est plus complexe, à tel point que dans certains cas, l'orgasme pourrait se muer en traitement efficace! En 2013, une équipe allemande du département de neurologie de l'Université du Münster s'est attaquée au sujet de la céphalée et du sexe en envoyant un questionnaire à des patients souffrant de deux types de maux de tête : la migraine dans un cas et dans

l'autre, la très douloureuse algie faciale (un trouble neurologique caractérisé par des crises douloureuses intenses et soudaines touchant un côté du visage). Résultat : parmi les patients migraineux, si un tiers a constaté une aggravation après une relation sexuelle, deux-tiers ont rapporté une amélioration. Dans le groupe «algies faciales», même constat : une partie (37 %) fait aussi état d'un progrès, à la suite d'un rapport sexuel. Autant de données qui suggèrent effectivement que l'activité sexuelle peut entraîner un soulagement par-

tiel ou complet des maux de tête. En tout cas chez certains patients.

ENDORPHINES ANTIDOULEUR. L'explication se nomme endorphine, une substance neurochimique - souvent appelée l'hormone du bien-être ou du plaisir - libérée par le cerveau, après l'orgasme. À l'image d'un opioïde, elle va ainsi agir contre la douleur, associée en l'occurrence au mal de tête. Et ce, d'autant plus facilement que les centres cérébraux de l'orgasme et de la douleur sont en partie les mêmes, au niveau notamment du cortex et de l'hy-

pothalamus. Au passage l'endorphine ne serait pas la seule à intervenir. En effet, lors d'une crise migraineuse, les taux de dopamine et de sérotonine, deux neurotransmetteurs également associés au bien-être apparaissent généralement au plus bas. Avant de remonter lors de l'activité sexuelle. Et de soulager bien des maux.

OUBLIER LA DOULEUR... Seulement, comme l'a montré l'étude allemande, l'activité sexuelle en remède de la migraine ne fonctionne pas chez tous les patients. Comme le précé-

nise les auteurs : «si vous êtes prêt à expérimenter pour voir si l'activité sexuelle améliore ou aggrave votre crise de migraine, allez-y de façon progressive». Par exemple, en prolongeant les préliminaires. De là l'importance des préliminaires dans la vie sexuelle. Il est fréquent d'entendre, particulièrement chez les couples de longue durée, que les préliminaires s'estompent avec le temps. Pourtant, ils ont leur importance lors des relations sexuelles, et ce, pour plusieurs raisons. Câlins, baisers, caresses, sexe oral, jeux sexuels (...) sont

quelques exemples de préliminaires. Toutefois, ces derniers peuvent varier et prendre la forme de votre choix, selon vos envies et désirs du moment. Il n'y a pas de hiérarchie et ils peuvent constituer, à eux seuls, la relation sexuelle. Celle-ci n'a pas besoin de se terminer par une pénétration. Gardez en tête que l'objectif de la relation sexuelle est avant tout de passer un moment de plaisir avec votre partenaire.

TROIS RAISONS D'INCLURE D'AVANTAGE

Le rôle des préliminaires est avant tout de faire monter l'excitation sexuelle chez les partenaires. Pour la femme, il est normal de constater que l'excitation peut parfois prendre plus de temps à atteindre son apogée. Ainsi, les préliminaires jouent un rôle primordial en permettant au corps de se préparer à recevoir des caresses plus génitales ou encore la pénétration. Lorsque le corps est plus excité, tant chez l'homme que chez la femme, les sensations sont accrues et le plaisir est généralement plus diffus dans le corps, ce qui pourrait contribuer à augmenter l'intensité de l'orgasme. Tel que mentionné, les préliminaires permettent au corps

de se préparer, ce qui signifie, pour la femme, à augmenter la lubrification vaginale et ainsi ressentir davantage de plaisir lors de la pénétration. Par le fait même, cette plus grande lubrification peut jouer un rôle dans la diminution des douleurs ou inconforts vaginaux lors des relations sexuelles. Il s'agit donc d'un élément important dans le confort chez la femme, ce qui peut même contribuer à modifier la perception globale de la sexualité. C'est-à-dire que la diminution des douleurs vaginales peut faire en sorte que la sexualité devient source de plaisir au lieu d'être perçue comme une tâche ou une sphère ayant peu d'intérêt. Enfin, les préliminaires peuvent représenter l'occasion de se découvrir l'un et l'autre, d'apprendre à mieux connaître ce qui plaît ou déplaît à l'autre. Bien entendu, chaque individu a ses préférences, c'est pourquoi prendre le temps de s'investir dans les préliminaires permet d'augmenter la complicité ainsi que la confiance sexuelle dans le couple. De cette manière, chacun peut se sentir considéré dans la relation sexuelle et permettre au couple de se réinventer d'une fois à l'autre.

Comment l'Europe exsangue tenta de mettre en place une défense commune

Comment l'Europe exsangue et à bout de souffle au lendemain de la Seconde guerre mondiale et, face au retour du danger allemand et à la menace récurrente de l'Union Soviétique, a entrepris ses premiers efforts de mise en place d'une défense commune désormais peut-être en voie de se matérialiser.

Entre 1948 et 1954, plusieurs coopérations et alliances militaires vont être conclues : l'Union Occidentale, UO, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, OTAN et l'Union de l'Europe Occidentale, UEO. Cinq ans à peine après la fin de la Seconde Guerre mondiale, certains pays européens envisagent même de créer une armée européenne dans le cadre d'une Communauté Européenne de Défense, CED. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la hantise d'un retour du danger allemand persiste et la mainmise soviétique sur l'Europe centrale et orientale nourrit un sentiment de peur. Dans cette atmosphère internationale tendue, l'Europe occidentale ressent de plus en plus la nécessité impérieuse d'organiser une défense commune contre toute menace extérieure. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe est en effet exsangue et à bout de souffle. La hantise d'un retour du danger allemand persiste et la mainmise soviétique sur l'Europe centrale et orientale nourrit un sentiment de peur en Europe occidentale. Dévastée et reléguée au second plan sur la scène internationale par la montée en puissance des États-Unis et de l'Union Soviétique, l'Europe occidentale divisée prend rapidement conscience que son salut passe par les chemins de l'unité. Afin de consolider la paix si chèrement acquise, c'est l'idée d'une défense commune qui s'impose. Le 17 mars 1948, le pacte de Bruxelles instituant l'Union



Les ministres des Affaires étrangères du G7 se sont rencontrés jeudi 13 mars 2025, pour la deuxième fois sous la présidence canadienne de 2025 à La Malbaie, au Québec. Le pays hôte a appelé à soutenir l'Ukraine contre «l'agression» russe, sur fond d'approche américaine plus conciliante à l'égard de Moscou. SAUL LOEB-LA MALBAIE-AFP.

Occidentale, UO, un système d'assistance mutuelle en cas d'agression armée, est conclu entre la Grande-Bretagne, la France et les trois pays du Benelux. Cette alliance marque le début de la coopération militaire européenne. Or, les cinq pays européens membres du pacte de Bruxelles prennent rapidement conscience qu'ils ne peuvent s'opposer seuls à une éventuelle attaque de l'URSS. Ainsi l'Europe occidentale se tourne vers les États-Unis, une démarche qui aboutira à la mise en place de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, OTAN, signé à Washington en avril 1949. Mais en 1950, le déclenchement de la guerre de Corée démontre l'urgence d'une organisation de la défense européenne qui inclut également des forces armées allemandes. La nécessité du réarmement de l'Allemagne de l'Ouest est d'ailleurs constamment répétée par le gouvernement américain qui tient à faire pièce au communisme sur le continent européen. L'OTAN assure certes la défense de l'Europe dans un cadre atlantique grâce au soutien massif des États-Unis, mais n'apporte pas de solution pratique au problème du réarmement de la République Fédérale d'Allemagne, RFA, qui n'est pas signataire du traité. La parti-

icipation de l'Allemagne de l'Ouest à la défense de l'Europe est donc à l'ordre du jour mais de grandes divergences persistent entre les anciens alliés quant à la manière d'y procéder. En 1950, René Pleven propose de créer, après la signature du traité CECA, une armée européenne permettant d'intégrer les futures unités allemandes dans un ensemble placé sous une autorité européenne unique, militaire et politique. Accepté par la plupart des États occidentaux, le projet de Communauté Européenne de Défense, CED, est pourtant rejeté en août 1954 par l'Assemblée nationale française. L'Union de l'Europe Occidentale, UEO, qui permet en octobre 1954 d'ouvrir le pacte de Bruxelles à l'Allemagne, ne parviendra cependant jamais à faire oublier l'échec de la CED et de l'intégration militaire européenne. Après la Seconde Guerre mondiale, l'établissement de régimes communistes en Europe centrale et orientale, ainsi que la présence massive de troupes soviétiques dans ces pays, nourrissent un sentiment de peur en Europe occidentale. Les gouvernements français et anglais réagissent, bientôt rejoints par ceux du Benelux. Le 17 mars 1948, le pacte de Bruxelles instituant l'Union Occidentale, UO, est conclu. Il s'agit de la

première coopération militaire européenne. La création de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, OTAN, le 4 avril 1949, concrétise la recherche d'une meilleure coopération militaire entre les Européens et les Américains.

NAISSANCE DE L'OTAN.

Le 4 mars 1947, la France et la Grande-Bretagne signent à Dunkerque un pacte d'assistance mutuelle. Dans le climat ambiant d'après-guerre, ce traité d'amitié et de coopération est ouvertement dirigé contre l'Allemagne vaincue en cas de nouvelle politique agressive de sa part. Le gouvernement français tient en effet à se prémunir contre ce qu'il perçoit encore comme une menace latente au-delà du Rhin. Mais dans les mois qui suivent, les tensions ne cessent d'augmenter entre les blocs occidental et soviétique. Dès octobre, le Kominform nouvellement créé se fait fort de critiquer avec virulence le plan Marshall d'aide de relèvement européen que les États-Unis ont rendu public en juin 1947. Ils condamnent ce qu'ils considèrent être un asservissement de l'Europe par l'Amérique. L'URSS et ses pays satellites refusent d'ailleurs l'aide Marshall. Les pays d'Europe occidentale, qui veulent avant tout barrer la route à l'expansion

uniquement contre l'Allemagne mais qui vise à prévenir toute agression armée en Europe - donc pas dans les territoires d'outre-mer - contre l'un de ses membres. Parallèlement, le Danemark, la Norvège et la Suède discutent aussi d'une collaboration militaire au sein d'une union défensive scandinave. Instruits par l'exemple finlandais mais divisés sur leur statut de neutralité, ces pays souhaitent se prémunir contre d'éventuelles pressions soviétiques et envisagent de faire éventuellement appel aux États-Unis pour leur livrer les armements dissuasifs nécessaires. Mais le projet régional échoue définitivement en 1949 quand les Américains signifient leur refus absolu d'armer une alliance neutre. Le pacte de Bruxelles, prévu pour une durée de cinquante ans, prévoit d'organiser la coopération des Cinq dans les domaines militaire, économique, social et culturel. Un haut commandement militaire unifié de l'Union occidentale, sorte d'État-major commun, est créé. Mais le pacte de Bruxelles se trouve rapidement vidé de ses compétences étendues avec la signature successive des traités de l'Organisation européenne de coopération économique (avril 1948), de l'Atlantique Nord (avril 1949), du Conseil de l'Europe (mai 1949) et de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (avril 1951). Toutefois, même s'il ne parvient pas à créer une union douanière, le pacte répond partiellement aux soucis des États-Unis et renforce à leurs yeux la position et la bonne volonté des Cinq, avides de l'aide économique et militaire américaine. Les cinq pays européens membres du pacte de Bruxelles prennent rapidement conscience qu'ils ne peuvent s'opposer seuls à une éventuelle attaque de l'URSS. Le blocus de Berlin qui prend fin en mai 1949 ayant bien montré que la forte solidarité occidentale peut éviter qu'une situation tendue ne soit le prélude

d'un conflit militaire, les États-Unis poussent à la signature d'une alliance militaire avec leurs alliés européens. Le 4 avril 1949, douze ministres des Affaires étrangères signent à Washington le traité instituant l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, OTAN, qui englobe l'Union occidentale. Aux Cinq du pacte de Bruxelles s'ajoutent les États-Unis, le Canada, le Danemark, l'Islande, l'Italie, la Norvège et le Portugal. L'explosion, en septembre 1949, de la première bombe atomique soviétique et le déclenchement, en juin 1950, de la guerre de Corée accélèrent en effet la mise en place de la structure militaire intégrée de l'OTAN. Dans le même temps, les États-Unis réclament avec insistance l'intégration de contingents militaires allemands. En 1955, après l'échec de la Communauté Européenne de Défense, CED, la République fédérale d'Allemagne, RFA, rejoint officiellement l'OTAN. En 1950, le général américain Dwight Eisenhower, héros de la Seconde Guerre mondiale, devient le premier commandant suprême des forces alliées en Europe. L'année suivante, le grand quartier général des puissances alliées en Europe - le Supreme Headquarter of Allied Powers in Europe, SHAPE - s'installe près de Paris qu'il devra quitter en 1967 pour s'installer définitivement à Cas-teau, près de Mons, en Belgique. La nécessité d'une alliance euro-américaine est vivement contestée par les communistes du monde entier. Les négociations atlantiques sont d'ailleurs marquées par les menaces et les intimidations à peine voilées que formule le Kremlin contre les puissances occidentales. Mais le climat de peur qui entoure la ratification des traités d'adhésion par les parlements occidentaux ne fait qu'accélérer les opérations. Le traité d'Alliance atlantique entre en vigueur le 23 août 1949. Il ouvre la

(suite en page 19).

Consternation en Europe occidentale et aux États-Unis quand les députés à Paris rejettent l'Europe de la défense

(suite de la page 18).

voie de la défense de l'Europe de l'Ouest dans un cadre transatlantique. En 1950, la guerre de Corée et la menace communiste démontrent l'urgence d'une organisation de la défense européenne qui inclut nécessairement des forces armées allemandes. La nécessité du réarmement de l'Allemagne est d'ailleurs constamment répétée par le gouvernement américain qui tient à faire pièce au communisme sur le continent européen. Mais en Europe, le souvenir de la guerre et de l'occupation militaire allemande demeure vivace et douloureux. Soucieux d'encadrer la mise en place d'une armée allemande dans une structure européenne, René Pleven, président du Conseil français, propose à ses partenaires un plan prévoyant la constitution d'une armée européenne. Or, la tentative de transposer le modèle de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, CECA, dans le domaine militaire s'avère être un projet ambitieux. La nécessité du réarmement allemand. En 1950, quelques semaines après le déclenchement de la guerre de Corée, les États-Unis somment la France d'accepter un réarmement rapide de la République Fédérale d'Allemagne car ils craignent de plus en plus que l'Union soviétique, qui dispose de l'arme atomique depuis la fin 1949, ne déclenche une guerre offensive en Europe occidentale. Car au même moment, l'armée française est empêtrée en Indochine et des unités britanniques sont également présentes en Malaisie. Les quatorze divisions occidentales stationnées en Europe ne semblent pas pouvoir faire le poids face aux plus de cent quatre-vingts divisions communistes. Konrad Adenauer, chancelier de l'Allemagne de l'Ouest, réclame officiellement le droit de lever une force armée capable de protéger le pays de la menace

lice populaire de l'Allemagne de l'Est. La situation n'est d'ailleurs pas simple. En 1950, la RFA n'a en effet ni armée, ni ministère de la Défense, ni bien sûr d'état-major. Elle n'a toujours pas de ministère des Affaires étrangères et sa situation géographique au cœur de l'Europe, doublée d'une amputation de sa partie orientale, en font un théâtre d'affrontements tout indiqué en cas de conflit Est-Ouest. Les États membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord sont également favorables au réarmement allemand à l'exception notable des gouvernements français et belge. De même, une grande partie de l'opinion publique, notamment française, ne semble pas encore prête à accepter une nouvelle armée allemande en raison des souvenirs douloureux laissés par la Seconde Guerre mondiale et par l'occupation allemande.

LA FRANCE DISCRÉDITÉE.

En été 1950, Jean Monnet, Commissaire général du plan français et inspirateur du plan Schuman, envisage d'organiser la défense de l'Europe dans un cadre supranational comparable à celui contenu dans la proposition Schuman. Dans le même temps, les États-Unis demandent à leurs alliés de préparer le réarmement de la RFA. Mais Monnet cherche aussi à éviter que l'Allemagne, qui se sait de plus en plus indispensable, ne se détourne du projet de pool charbon-acier ou ne durcisse sa position lors des négociations y afférentes. Il présente son projet à René Pleven, président du Conseil français et ancien ministre de la Défense, qui le soumet à son tour au Conseil avant de le présenter à l'Assemblée nationale le 24 octobre 1950. Soucieux d'encadrer la mise en place d'une armée allemande dans une structure européenne, René Pleven, président du Conseil français, propose à ses partenaires un plan prévoyant la constitution d'une

armée européenne de 100.000 hommes. Le plan Pleven projette de regrouper des bataillons issus de différents pays, dont l'Allemagne. L'armée européenne, dirigée par un ministre européen de la Défense et dotée d'un budget commun, serait cependant placée sous le commandement suprême de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. Des négociations sont ouvertes le 15 février 1951. Sous la bienveillance des États-Unis, les pays membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, CECA, signent le traité instituant la Communauté Européenne de Défense, CED, le 27 mai 1952 à Paris. Il se distingue du projet français initial sur de nombreux points. L'armée européenne envisagée est forte de quarante divisions nationales de 13 000 soldats sous uniforme commun, c'est-à-dire beaucoup plus que proposé au départ par la France. Le texte prévoit aussi la création d'un commissariat collégial de neuf membres aux pouvoirs moins étendus que ceux de la haute autorité de la CECA, un Conseil des ministres et une Assemblée CED chargée de rédiger un projet d'autorité politique européenne. Conformément aux vœux exprimés par les milieux fédéralistes, l'article 38 du traité prévoit en effet l'élaboration d'un projet de structure fédérale pour chapeauter et contrôler démocratiquement la future armée européenne. Le traité CED, conclu pour une période de cinquante ans, ne peut cependant entrer en vigueur qu'après la ratification par les parlements de tous les pays signataires. Alors que les cinq partenaires de la France s'engagent sur la voie de la ratification parlementaire, une intense querelle idéologique divise la plupart des partis politiques français. À un point tel que l'Italie décide d'attendre le résultat du vote des députés français avant d'arrêter sa propre décision. Le Mouvement Républicain Populaire,

MRP, conduit par Robert Schuman, se bat en faveur de la ratification du traité instituant la Communauté européenne de défense qui lui apparaît comme l'étape décisive vers l'unité fédérale de l'Europe et comme le meilleur moyen d'empêcher la renaissance d'un nationalisme allemand. Les partisans du projet de CED y voient aussi un moyen efficace de sortir les pays européens d'une situation assez humiliante d'alliés protégés et assistés faisant l'objet d'une compétition entre l'Est et l'Ouest. À l'inverse, le Parti Communiste Français, PCF, et le Rassemblement du Peuple Français, RPF, créé par le général de Gaulle, unissent leurs efforts pour combattre le projet qui entraînerait à leurs yeux un abandon de souveraineté nationale inacceptable et laisserait, une nouvelle fois, les Anglais en dehors d'un projet européen hautement stratégique. À l'époque, le souvenir de l'Occupation nazie est encore très fort et le réarmement de l'Allemagne apparaît à beaucoup comme un sacrilège. Enfin, les parlementaires radicaux, socialistes et indépendants sont très divisés. La conjoncture internationale ne joue pas davantage en faveur de la CED. En effet, alors que la guerre d'Indochine inflige à la France de graves revers militaires, la droite nationaliste redoute un nouvel affaiblissement de l'armée française. La mort de Staline, en mars 1953, et la signature de l'armistice de la guerre de Corée, quatre mois plus tard, semblent augurer une période de dégel qui ôte à la CED son caractère d'urgence. Enfin, les très fortes pressions américaines en faveur de la ratification finissent par crispier les députés français qui n'entendent pas se faire dicter leur choix. Dans ces conditions, les présidents successifs du Conseil repoussent toujours à plus tard la ratification du traité de plus en plus ouvertement condamné par la classe politique nationale. Affaibli

par les crises gouvernementales successives de la IVe République, le nouveau gouvernement Mendès France, lui-même constitué de «pro-» et d'«anticédistes», rencontre de grosses difficultés pour faire passer un projet aussi controversé. En dernière minute, Mendès France, personnellement très réservé, demande même, mais en vain, à ses partenaires européens de pouvoir modifier certains aspects relatifs à l'application du traité dans un sens toujours moins supranational. Faute d'avoir pu obtenir ces amendements, Mendès France refuse d'engager sa responsabilité politique et de poser la question de confiance de son gouvernement sur la ratification. Alors que les partenaires de la France ont déjà ratifié le traité à l'exception de l'Italie qui s'appête à le faire, les tiraillements et les débats passionnés trouvent finalement leur épilogue le 30 août 1954, lorsque l'Assemblée nationale française repousse la discussion du document diplomatique - qui doit autoriser le président de la République à ratifier le traité de la CED - par 319 voix contre 264. Par cet artifice de procédure, la France rejette donc le projet d'armée européenne dont elle avait pourtant été l'instigatrice. Pour les fédéralistes, le «crime du 30 août» met momentanément fin à la dynamique favorable de la construction européenne supranationale. La consternation est générale en Europe occidentale et aux États-Unis. La déception est immense et appelle une réaction rapide. La France, qui s'était fait le champion de la cause européenne depuis plusieurs années, est sérieusement discréditée par cet abandon. La création de l'Union de l'Europe Occidentale, UEO, le 23 octobre 1954, n'est qu'un faible substitut de la Communauté européenne de défense. Après l'échec de la CED, la question allemande reste prégnante. Lors d'une conférence

dite des Neuf puissances (France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Belgique, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Canada, États-Unis), qui s'est tenue à Londres du 28 septembre au 3 octobre 1954, plusieurs décisions sont prises: cessation du régime d'occupation en RFA et restauration de sa souveraineté, contrôle du réarmement allemand en modifiant le traité de Bruxelles de 1948, adhésion de Bonn et de Rome au traité de Bruxelles modifié, entrée de la RFA à l'OTAN. La décision de maintenir des troupes britanniques sur le continent européen permet de rassurer la France à propos du réarmement allemand mais aussi d'empêcher le retrait des forces américaines. Le 23 octobre 1954, à l'issue de la conférence de Londres, a lieu la signature à Paris de protocoles modifiant et complétant le traité de Bruxelles. Aux cinq signataires originaires de l'Union occidentale (France, Royaume-Uni, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg) s'ajoutent l'Italie et la République Fédérale d'Allemagne. Les accords de Paris, qui apparaissent comme une solution alternative à l'échec du projet d'armée européenne, fondent l'Union de l'Europe Occidentale. Ils scellent la fin du régime d'occupation en RFA et entérinent l'accession de l'Allemagne de l'Ouest et de l'Italie au pacte de Bruxelles. Le nouveau traité crée, à côté du Conseil des ministres des Affaires étrangères déjà existant, une assemblée parlementaire consultative, une agence de contrôle des armements ainsi qu'un comité permanent des armements. Pour ne pas trop heurter les opinions publiques européennes, toujours réticentes devant le réarmement allemand désormais autorisé, les accords de Paris interdisent à l'Allemagne de fabriquer ou de se procurer des armes de destruction massive ABC (atomiques, bactériologiques ou chimiques). Cette

fois, l'Assemblée nationale française accepte le réarmement de la RFA. Dès lors, la République fédérale d'Allemagne reconstruit sa propre armée, la Bundeswehr, qui rejoint l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord le 5 mai 1955. Malgré le «non» français au projet de CED, le réarmement de la RFA se fait quand même. Les Soviétiques, qui ont accompagné toute la négociation concernant le réarmement allemand d'une intense contre-offensive de propagande, réagissent immédiatement par la conclusion, le 14 mai 1955, d'un traité d'amitié de coopération et d'assistance mutuelle entre les huit démocraties populaires du bloc oriental (URSS, Pologne, Tchécoslovaquie, Allemagne de l'Est, Roumanie, Bulgarie, Albanie et Hongrie) baptisé pacte de Varsovie et calqué en de nombreux aspects sur le pacte atlantique. La police populaire casernée (Kasernierte Volkspolizei), armée déguisée de la République Démocratique Allemande (RDA), est transformée en armée populaire nationale (Nationale Volksarmee). L'échec de la CED ainsi que la création de l'UEO, fortement liée à l'OTAN, révèlent l'incapacité de l'Europe occidentale de construire un système de défense sans les États-Unis. Même si l'UEO est la première organisation européenne à s'occuper de défense et de sécurité, l'échec de la CED constitue la fin de l'intégration politique européenne en matière de défense. Il faut donc attendre la relance de Messine, amorcée en 1955, pour remettre concrètement en chantier la construction européenne. Les États européens vont de nouveau se concentrer sur le domaine économique avec la mise en place de la Communauté Économique Européenne, CEE, et de la Communauté Européenne de l'Énergie atomique (Euratom) créées par les traités de Rome le 25 mars 1957.

avec CVCE ■

Quand Poutine joue la montre

Lors d'un long échange téléphonique mardi 18 mars 2025 avec son homologue russe, le président américain Donald Trump a convenu d'une pause immédiate dans les attaques russes contre les infrastructures énergétiques ukrainiennes. Vladimir Poutine a en revanche refusé l'idée d'un cessez-le-feu total de 30 jours, proposée par les États-Unis et acceptée par l'Ukraine.

Si un accord a été trouvé lors de cet échange téléphonique, il déçoit les espoirs et les annonces du président américain, qui se retrouve en position de faiblesse face aux exigences maximalistes du Kremlin. La nouvelle relation bilatérale entre les États-Unis et la Russie offre «d'immenses possibilités à l'avenir», s'est félicitée mardi 18 mars la Maison-Blanche dans le communiqué de compte rendu qui détaillait le déroulé de l'échange téléphonique. Les deux présidents ont conclu lors de cet appel de deux heures et demie un accord verbal pour mettre en place une trêve «limitée», qui protégera pendant trente jours les infrastructures énergétiques en Ukraine. Qu'en pensent les médias de cet échange de deux heures et demie ? Le résultat est «en deçà des espoirs de Trump», commente le New York Times, «après des jours de déclarations optimistes de la Maison-Blanche, selon lesquelles la paix était à portée de main». Une proposition de trêve totale durant trente jours avait déjà été acceptée par l'Ukraine sous la pression américaine. Après avoir comparé les comptes rendus respectifs publiés par les États-Unis et la Russie, le Washington Post en vient lui à une «conclusion évidente» : «Le président Donald Trump semble bien plus désireux de parvenir à un accord de paix en Ukraine que son homologue russe, Vladimir Poutine». Tandis que le premier décrit des discussions «très bonnes et productives», le second omet les louanges et se contente d'exposer les termes de ce cessez-le-feu de trente jours «contre les infrastructures énergétiques». Autre conclusion du Washington Post : l'accord pour une trêve partielle seulement, alors même que



Combinaison d'images montrant l'échange téléphonique entre Poutine et Trump. DR.

Kiev avait accepté les termes d'une trêve sur tous les fronts, est la preuve même que «Poutine n'a pas renoncé à son désir de dominer Kiev». Et qu'il «espère obtenir à la table des négociations ce qu'il n'a pas pu conquérir sur le champ de bataille», alors qu'une discussion plus complète autour des conditions de la trêve débutera dimanche 23 mars à Jeddah, en Arabie Saoudite.

«POSITION MAXIMALISTE DE POUTINE».

La «position maximaliste de Poutine pourrait forcer la main du président américain», juge finalement le Washington Post. En haut de la liste, le Kremlin exige «la cessation complète de l'aide militaire étrangère et de la fourniture de renseignements à Kiev». La Maison-Blanche avait déjà mis brièvement sur pause tout soutien militaire à l'Ukraine. Mais les chefs d'État allemand, français et britannique ont encore promis 18 mars à l'Ukraine la poursuite de l'aide militaire assurée par leurs pays. Deux solutions face aux exigences de Moscou : accepter de les satisfaire et contraindre l'Ukraine à accepter le narratif accusateur du Kremlin - pour qui Kiev aurait «saboté et violé» les accords précédents - au risque de provoquer «la colère de la Grande-Bretagne et de la France, deux des plus proches alliés historiques des États-Unis», comme le souligne le Washington Post. Ou faire pression sur Vladimir Poutine pour qu'il fasse des concessions, en agitant notamment le spectre de nouvelles

sanctions. Car Donald Trump a d'ores et déjà cédé à plusieurs revendications russes, en se disant prêt notamment à parler de «partage» territorial entre l'Ukraine et la Russie, qui réclame cinq régions ukrainiennes, dont la Crimée. Seul constat certain pour l'heure : «L'appel de Trump avec Poutine signale un long chemin vers un accord Russie-Ukraine», titre quant à lui le Wall Street Journal, WSJ. Le journal s'interroge : le président américain doit-il faire confiance à son homologue russe pour établir la paix ? Quelques heures après l'appel, le président des États-Unis rapportait au Washington Examiner qu'il avait eu des conversations non rapportées auparavant avec Poutine au cours du mois dernier, qu'il a toutes décrites comme positives. L'appel des deux dirigeants n'a pourtant pas empêché la Russie, pointe le WSJ, «de frapper dans la nuit le réseau énergétique de Sloviansk, dans l'est de l'Ukraine, remettant en question la volonté de Poutine de respecter le cessez-le-feu convenu avec Trump». Pour le quotidien national allemand Der Spiegel, «Poutine n'est pas pressé : il joue la montre». «Il est de notoriété publique que Vladimir Poutine n'a pas encore atteint ses objectifs de guerre en Ukraine. Il cherche toujours à prendre le contrôle total des quatre régions ukrainiennes de Donetsk, Louhansk, Zaporijjia et Kherson, qu'il avait déjà déclarées comme faisant partie du territoire russe en septembre 2022», écrit-il. L'agenda russe ne pro-

ferait donc pas d'une trêve établie trop vite. Il y a quelques semaines encore après tout, pointe Der Spiegel, le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov évoquait l'avènement d'une «Nouvelle Russie», étendue sur l'ensemble de l'est et du sud de l'Ukraine, d'Odessa à Kharkiv. «Depuis des décennies, Donald Trump prétend maîtriser l'art de l'accord, du «deal». Au terme de cet entretien très attendu, il est permis de douter à la fois de sa stratégie, de ses résultats et de ses intentions», entame en Europe Le Monde à Paris. La presse européenne revient longuement mercredi 19 mars sur les «deux heures et demie» d'échange entre les deux chefs d'État et dresse un même constat. Pour The Conversation par exemple, cet épisode est «une nouvelle preuve de la capacité de Poutine à manipuler et à déjouer les plans de Trump». Le média en ligne relate que le président russe avait déjà «envoyé un signal en faisant attendre (son homologue américain) pendant plus d'une heure pour lui parler. Poutine s'exprimait lors d'une conférence télévisée avec des hommes d'affaires russes et a même plaisanté sur le retard lorsqu'il a été informé que l'heure de son appel approchait». «Le dirigeant russe a refusé de s'engager en faveur d'un cessez-le-feu total de 30 jours, (...) proposé par M. Trump et que l'Ukraine a accepté la semaine dernière», explique The Guardian à Londres. Une position, couplée à d'autres exigences inacceptables pour les Ukrainiens, qui

«réduit l'espoir du président américain de mettre rapidement fin aux hostilités», en déduit le quotidien britannique. «La Russie bombarde les infrastructures énergétiques civiles de l'Ukraine depuis 2022 et n'a cessé d'étendre ses campagnes aériennes au cours des derniers mois, les bombardements par des essais de drones Shahed se produisant tous les soirs», rappelle The Kyiv Independent. «Le Kremlin souligne qu'une «condition-clé» en vue d'une paix demeure une «interruption complète de l'aide militaire étrangère» à l'Ukraine», déplore Le Monde. Une information cependant démentie par Donald Trump lui-même. «Nous avons parlé de beaucoup de choses, mais l'aide (militaire) n'a jamais été abordée», a-t-il indiqué dans une interview accordée à Fox News dans la foulée du coup de fil.

avec AGENCES ■

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINANCE PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
RadioTéléAction
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse Belge. Accords spéciaux. Trends. Trends, Tendances. Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2025 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.

